



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens Février 2020

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 10 mars 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Février 2020

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le cinquième cycle de l'étude, qui s'est déroulé entre le 11 et le 24 février 2020, comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – February 2020.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/5-2020F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-34440-9

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

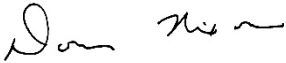
Numéro de catalogue : CP22-185/5-2020E-PDF (rapport final, anglais)

ISBN : 978-0-660-34439-3

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications — Annexe C — Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 10 mars 2020

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	Error! Bookmark not defined.
Introduction	Error! Bookmark not defined.
Méthodologie.....	Error! Bookmark not defined.
Principales constatations.....	Error! Bookmark not defined.
Nouvelles du gouvernement du Canada	Error! Bookmark not defined.
Budget fédéral (Moncton, Montreal, région de York, Regina, Nanaimo).....	5
Enjeux du Nord (Whitehorse)	6
Environnement.....	7
Enjeux de l'Ouest (Regina)	9
Mine Frontier (Montréal, région de York, Moncton).....	10
Programme canadien de prêts aux étudiants (Moncton, Nanaimo).....	11
Coronavirus (Montréal, région de York, Regina, Nanaimo).....	12
 Résultats détaillés	 14
Nouvelles du gouvernement du Canada (Moncton, Montréal, région de York, Regina, Whitehorse, Nanaimo).....	14
Vue d'ensemble.....	14
Manifestations des Wet'suwet'en (Whitehorse, Regina).....	15
Projet de mine Teck Frontier (Regina).....	17
Budget fédéral (Moncton, Montreal, région de York, Regina, Nanaimo).....	17
Connaissances et attentes à l'égard du prochain budget fédéral.....	17
Thèmes prioritaires du budget fédéral	18
Exercice : Thèmes possibles du prochain budget.....	18
Un budget climatique	21
Un budget pour améliorer la qualité de vie	23
Enjeux du Nord (Whitehorse)	24
Enjeux les plus importants à l'échelle locale.....	24
Effets des initiatives du gouvernement fédéral à l'échelle locale	25
Infrastructures.....	25
Énergie hydroélectrique.....	26
Défis en matière de logement à Whitehorse	26
Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada (CSAN).....	27
Autres initiatives du gouvernement fédéral	28
Environnement (Moncton, Montréal, région de York, Regina, Whitehorse, Nanaimo).....	30
Connaissance des nouvelles environnementales	30
Connaissance des nouvelles du gouvernement du Canada en matière d'environnement	31
Exercice : Priorités environnementales.....	31

Tarification du carbone.....	36
Efforts personnels pour réduire les émissions.....	37
Éducation du public pour réduire l'empreinte carbone.....	38
Enjeux de l'Ouest (Regina)	41
Exercice : Relation entre le gouvernement du Canada et la Saskatchewan.....	41
Projet de pipeline TMX.....	41
Paiements de péréquation.....	42
Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine.....	42
Priorité fédérale absolue pour la Saskatchewan.....	43
Mine Frontier (Moncton, Montréal, région de York)	43
Opinions sur l'approbation ou le rejet du projet de mine Teck Frontier.....	44
Négociation d'un accord avec l'Alberta	45
Exercice : Conditions.....	46
Programme canadien de prêts aux étudiants (Moncton, Nanaimo).....	48
Connaissance et compréhension du Programme canadien de prêts aux étudiants	48
Exercice : Changement de nom	48
Coronavirus (Montréal, région de York, Regina, Nanaimo).....	50
Connaissance et compréhension du coronavirus.....	50
Confusion et questions.....	50
Sources d'information.....	51
Gravité au Canada.....	52
Réponse du gouvernement du Canada.....	53
 Annexe A — Questionnaires de recrutement.....	 54
 Annexe B — Guides de discussion	 67

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en personne organisés entre le 11 et le 24 février 2020 dans six villes du pays, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et au Yukon. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

En ce qui concerne les objectifs propres à ce cycle de groupes de discussion, la recherche a permis d'analyser la notoriété et les perceptions entourant une large gamme d'enjeux, souvent examinés en profondeur. Elle s'est notamment intéressée aux récents reportages sur le gouvernement du Canada dans les médias, au prochain budget fédéral ainsi qu'à de nouvelles initiatives ou annonces dans le domaine de l'environnement. Les questions liées aux manifestations des Wet'suwet'en, au coronavirus et au Programme canadien de prêts aux étudiants ont été évaluées dans certaines villes. À Whitehorse et à Regina, la recherche a aussi exploré les enjeux d'intérêt local ou régional.

Les participants se sont également prêtés à une série d'exercices qui ont varié selon l'emplacement et le thème abordé. Les participants de plusieurs groupes ont fait des exercices visant à cerner les thèmes prioritaires du budget, les initiatives prioritaires du gouvernement en matière d'environnement, les conditions d'approbation de la mine Frontier, ou les meilleurs noms pour le Programme canadien de prêts aux étudiants. Les réponses entendues dans le cadre de ces exercices ont été dûment notées et enregistrées, tout comme les discussions plus approfondies qui ont suivi.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés selon le sexe.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion en personne dans six villes canadiennes.
- Deux groupes ont été mis sur pied à chaque endroit, soit : à North York, en Ontario (le 11 février); à Montréal, au Québec (le 12 février); à Moncton, au Nouveau-Brunswick (le 13 février); à Nanaimo, en Colombie-Britannique (le 18 février); à Whitehorse, au Yukon (le 20 février); et à Regina, en Saskatchewan (le 24 février).
- Les discussions des groupes de Montréal, au Québec, ont été menées en français alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- En tout, dix participants ont été recrutés pour chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence d'au moins huit personnes.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.

- Dans l'ensemble des villes, 106 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de York, Ont.	1	Anglais	11 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	2			20 h-22 h	Hommes	8
Montréal, Qc	3	Français	12 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	4			19 h 45-21 h 45	Hommes	10
Moncton, N.-B.	5	Anglais	13 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	6			19 h 45-21 h 45	Hommes	10
Nanaimo, C.-B.	7	Anglais	18 février 2020	17 h-19 h	Femmes	9
	8			19 h 30-21 h 30	Hommes	8
Whitehorse, Yn	9	Anglais	20 février 2020	17 h-19 h	Femmes	8
	10			19 h 30-21 h 30	Hommes	6
Regina, Sask.	11	Anglais	24 février 2020	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	12			20 h-22 h	Hommes	11
Nombre total de participants						106

Principales constatations

Les pages qui suivent résument les principales constatations associées à chacun des thèmes abordés durant le cycle de groupes de discussion menés en février 2020. Sauf indication contraire, les thèmes ont été traités dans tous les groupes.

Nouvelles du gouvernement du Canada

Dans l'ensemble, les répondants ont eu du mal à se rappeler des nouvelles récentes ayant trait au gouvernement du Canada. La discussion a cependant permis de faire émerger des idées.

Les barrages érigés un peu partout au pays pour protester contre la construction du gazoduc Coastal Gaslink sur le territoire des Wet'suwet'en, dans le nord de la Colombie-Britannique, sont largement arrivés en tête des nouvelles citées. Au fil des semaines, à mesure que les manifestations et les perturbations s'intensifiaient, la question a fini par dominer les mentions dans tous les groupes.

Parmi les autres nouvelles mentionnées, le voyage du premier ministre en Afrique au début du mois de février a été signalé dans les groupes de la région de York et de Moncton. Il a été question d'immigration à Nanaimo et à Regina. Et, bien que les références au coronavirus aient été relativement discrètes, elles sont survenues spontanément dans plusieurs groupes (à noter que ces groupes ont eu lieu vers la mi-février).

Manifestations des Wet'suwet'en (Whitehorse, Regina)

Sensibilisation et compréhension

Un certain nombre de participants ont signalé que ces événements étaient largement couverts dans l'actualité, et la plupart ont dit suivre l'affaire de près ou de loin, ne serait-ce qu'en lisant les grands titres.

La plupart des gens n'avaient qu'une compréhension rudimentaire de ce qui leur semblait être un problème complexe, et beaucoup croyaient ne pas posséder tous les faits. Indépendamment de leur niveau d'intérêt et de connaissance, les participants avaient tendance à percevoir les événements de façon semblable. Ils ont abondamment évoqué les barricades et la perturbation des lignes ferroviaires ainsi que leurs effets sur le transport, l'activité économique et les emplois. L'enjeu leur paraissait à la fois urgent et difficile à résoudre. Enfin, la plupart ont associé la crise actuelle aux difficultés de longue date qui entourent les enjeux autochtones et les projets de pipelines.

Perceptions à l'égard de la réaction du gouvernement fédéral

Interrogés sur la réaction du gouvernement fédéral jusqu'à présent, les participants ont émis des opinions variées. Un certain nombre ont dit ne pas en savoir assez pour se prononcer. D'autres trouvaient que le gouvernement fédéral déployait des efforts louables ou faisait son possible pour désamorcer la situation.

Au chapitre des mesures positives, les participants avaient entendu que le gouvernement tentait de dialoguer avec les Wet'suwet'en, que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avait mis fin à ses opérations pour faciliter les négociations, et que le premier ministre avait annulé un voyage à l'étranger pour gérer la crise. En revanche, la persistance du problème a conduit de nombreux participants à se montrer un tant soit peu critiques. Certains jugeaient que le gouvernement devrait agir « plus fermement », tandis que d'autres recommandaient d'en faire davantage pour résoudre les problèmes sous-jacents rencontrés avec les Wet'suwet'en. La plupart s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait avancer sur tous les fronts pour mettre un terme aux manifestations et aux perturbations de façon pacifique et dans les plus brefs délais.

Projet de mine Teck Frontier (Regina)

Seuls quelques participants connaissaient ce projet et la plupart étaient au courant de son annulation. Alors que certains voyaient la décision d'un bon œil, d'autres ont évoqué les pertes d'emplois qui en résulteraient ou l'ont mise en lien avec les manifestations des Wet'suwet'en et un éventuel ralentissement des nouveaux projets pétroliers et gaziers. Les participants se demandaient ce que cette annulation laisse présager pour l'avenir de l'industrie pétrolière.

Budget fédéral (Moncton, Montréal, région de York, Regina, Nanaimo)

Sensibilisation et préférences

Le niveau de sensibilisation au prochain budget fédéral était faible. Invités à indiquer leurs attentes à cet égard, les participants ont dit espérer que le budget mette l'accent sur les soins de santé, le coût de la vie et l'environnement. Lorsqu'on leur a présenté une liste de thèmes budgétaires possibles, ils ont majoritairement choisi *un budget soins de santé* à titre de première priorité, suivi d'*un budget pour rendre la vie plus abordable* et d'*un budget climatique*.

Budget climatique c. budget environnemental

En ce qui concerne les types de dépenses et de politiques susceptibles de figurer dans un budget climatique, les participants ont le plus souvent mentionné le développement de l'énergie verte, et d'innovations et de technologies qui faciliteront le passage vers une économie à faibles émissions de carbone. Beaucoup s'attendaient également à ce qu'il comporte des incitatifs financiers pour aider les entreprises et les ménages à réduire la pollution causée par les gaz à effet de serre et à investir dans l'efficacité énergétique. Les investissements axés sur l'achat de véhicules électriques, le transport en commun et les programmes de recyclage ont aussi été couramment cités, tout comme les initiatives de réduction ou d'interdiction des plastiques.

La plupart des gens préféraient l'idée d'un budget « environnemental » à celle d'un budget « climatique », la première formule leur paraissant avoir une portée plus large, embrasser d'autres priorités environnementales et permettre d'intensifier les efforts et les réalisations sur une période plus courte. Certains estimaient que cette formule plairait davantage au public que celle, plus abstraite, de « budget climatique ». Les participants qui, au contraire, penchaient davantage pour le thème du budget climatique trouvaient qu'il attirait l'attention sur un dossier particulièrement urgent.

Un budget pour améliorer la qualité de vie

Invités à indiquer quel type de dépenses et de politiques ils s'attendaient à voir dans un budget axé sur « l'amélioration de la qualité de vie », les participants ont ratissé large, évoquant aussi bien des initiatives liées à l'éducation, à la santé et à l'emploi que des mesures pour contrer le coût élevé de la vie.

Ils ont également soulevé des points plus précis, notamment les pensions, les soins de longue durée, les soins à domicile et le soutien aux populations vulnérables, par exemple les personnes handicapées ou vivant dans la pauvreté. Parmi les autres éléments mis de l'avant figuraient la semaine de travail de quatre jours, les congés pour raisons familiales et les solutions permettant de financer ces diverses mesures (des hausses d'impôt ou un accroissement du déficit budgétaire).

Enjeux du Nord (Whitehorse)

Enjeux locaux

Trois principaux défis ont été mentionnés à Whitehorse. Le premier se rapporte au logement. Les participants ont décrit la pénurie globale de logements, le choix et la disponibilité limités et les prix très élevés. Le deuxième concerne les soins de santé, à commencer par le nombre insuffisant de médecins et de services, les longs délais, l'engorgement et la nécessité de se rendre dans d'autres villes pour se faire diagnostiquer et obtenir un traitement. Le troisième défi avait trait au transport en commun, le réseau local étant jugé insuffisant, de sorte que les gens étaient contraints d'utiliser leur voiture.

Effets des initiatives du gouvernement fédéral à l'échelle locale

Certains reconnaissaient la contribution du gouvernement fédéral à Whitehorse, mais pas en ce qui concerne les grandes préoccupations locales. Parmi les éléments positifs cités, notons la perception relative à des investissements dans une école postsecondaire, un établissement scientifique et une centrale électrique ainsi que de l'aide financière sous forme de crédit d'impôt pour enfants ou de paiements de transfert. La « taxe sur le carbone » figurait au nombre des aspects négatifs, certains jugeant qu'elle avait entraîné une hausse des coûts, alors que les prix sont déjà élevés.

Lorsqu'on leur a demandé quelles infrastructures de la ville devaient faire l'objet d'investissement, les participants ont mentionné le plus souvent le transport en commun, suivi de logements pour les personnes à faible revenu ou les aînés et d'améliorations à la centrale électrique locale.

Quelques-uns avaient entendu parler du projet d'expansion d'Atlin Hydro et certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour soutenir l'industrie hydroélectrique au Yukon. Cependant, d'autres hésitaient, préoccupés par les questions environnementales ou des fluctuations des niveaux d'eau attribuables aux projets hydroélectriques.

Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada

Peu de participants avaient entendu parler de cette initiative. Invités à dire, après avoir reçu quelques éclaircissements, à quoi devrait ressembler, selon eux, un processus décisionnel plus intégré entre les dirigeants fédéraux, territoriaux et autochtones, certains ne savaient pas quoi répondre ou trouvaient la question difficile. D'autres réponses portaient surtout sur la nécessité de ce genre d'initiative et certains participants pensaient que les collectivités des Premières Nations de même que les villes et les maires devaient avoir davantage leur mot à dire dans la prise de décision, afin d'améliorer les résultats.

Déduction pour les avantages relatifs aux voyages

Certains connaissaient le programme de déduction pour les avantages relatifs aux voyages, mais vaguement seulement. La plupart des participants ont mentionné la déduction pour les avantages liés à l'emploi et jugeaient qu'elle était trop contraignante, pas toujours offerte par les employeurs et que le montant remboursé était trop petit. Une confusion régnait concernant la déduction, de façon générale, y compris au sujet des personnes admissibles, du montant de la déduction et de la marche à

suivre pour l'obtenir.

Réconciliation

La majorité des participants avaient entendu parler d'initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral en vue d'une réconciliation, en particulier de l'indemnisation des survivants de la « rafle des années soixante » ou du système des pensionnats autochtones, et d'événements locaux qui ont été profitables pour le tourisme et avaient stimulé le nombre d'activités culturelles et sociales. Au nombre des enjeux à privilégier à l'avenir, mentionnons l'accroissement des investissements dans le counseling en cas de traumatisme pour les familles, davantage d'investissements destinés aux jeunes Autochtones et plus d'éducation publique.

Politiques d'immigration dans le Nord

Peu de participants avaient entendu parler des politiques en matière d'immigration dans le Nord. Certains étaient au courant d'un programme à l'intention des travailleurs étrangers et les avis dont ils avaient eu connaissance étaient partagés. Beaucoup trouvaient que les services d'immigration à Whitehorse sont limités, puisqu'il faut se rendre dans d'autres villes dans le cadre du processus visant à obtenir le statut de résident permanent ou la citoyenneté canadienne.

Investissements dans l'éducation postsecondaire

Certains avaient entendu vaguement parler d'investissements du gouvernement fédéral dans l'éducation ou la formation de niveau postsecondaire et quelques participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait quelque chose à voir avec le fait que le Collège du Yukon deviendra une université. La plupart ont indiqué qu'il faudrait investir davantage dans l'éducation postsecondaire, dans le but de soutenir le développement économique, la création d'emplois et la mise sur pied d'une main-d'œuvre qualifiée à l'échelle locale.

Restrictions en matière d'armes à feu

La majorité des participants étaient au courant des intentions de restreindre l'accès à certains types d'armes à feu. Peu pouvaient donner des précisions et un grand nombre étaient réfractaires à l'idée d'imposer des restrictions à la possession d'armes à feu ou que le gouvernement fédéral rachète tous les fusils d'assaut.

Environnement

Connaissance des nouvelles environnementales

Parmi les enjeux environnementaux cités en priorité figuraient les changements climatiques, la réduction des gaz à effet de serre et des phénomènes tels que les feux de forêt et le réchauffement des températures dans le Nord. Les participants ont également couramment fait allusion aux pipelines et aux controverses qui les entourent, y compris les manifestations des Wet'suwet'en. Certains ont parlé de la pollution issue de l'industrie pétrolière et gazière ou de reportages sur des accidents, des

fuites et des déversements. Les problèmes liés à la présence de plastique dans les océans, au recyclage, aux sites d'enfouissement et aux déchets ont aussi fait l'objet de mentions.

Les participants étaient peu au courant de nouvelles du gouvernement du Canada touchant à l'environnement. Les mentions les plus fréquentes, de nature générale, portaient sur les pipelines, les changements climatiques et la réduction des émissions. Quelques participants ont fait allusion à la tarification du carbone.

Priorités environnementales

Les participants se sont vu remettre une liste d'initiatives environnementales et devaient indiquer celles qui leur paraissaient les plus prometteuses en termes d'impact. Les résultats n'ont pas révélé d'écarts frappants. Dans la plupart des cas, les initiatives n'ont paru que légèrement meilleures ou moins bonnes que les autres. Seule exception, la tarification nationale du carbone a dans l'ensemble reçu très peu d'appuis.

Tarification du carbone

On a présenté aux participants de l'information sur le prix des émissions de carbone pour les deux prochaines années, en expliquant que le gouvernement fédéral aurait à décider, en 2022, s'il allait continuer d'augmenter le prix par tonne d'émissions, le maintenir tel quel, le réduire ou l'éliminer.

Invités à faire une recommandation, les participants ont eu des points de vue divergents. La recommandation la plus fréquente, mais de peu, consistait à maintenir le prix à 50 \$ la tonne. Cette réponse était courante chez les participants qui avaient des réserves sur le programme ou souhaitaient que le gouvernement le réévalue et s'assure qu'il fonctionne comme prévu, sans effets néfastes sur l'économie, les emplois ou les prix à la consommation.

Les autres participants étaient partagés, dans des proportions presque égales, entre la recommandation d'éliminer le programme et celle d'augmenter le prix. Ceux qui plaidaient pour une hausse de la tarification appuyaient les objectifs du programme et pensaient que le prix devrait être suffisamment élevé pour provoquer un changement de comportement. Ceux qui penchaient pour la suppression du programme avaient tendance à le concevoir comme une taxe et un surcoût. Un certain nombre de participants ont plutôt recommandé que le gouvernement fédéral réduise le prix en 2022. Ces participants craignaient que la tarification du carbone se répercute négativement sur les coûts des consommateurs et des entreprises ainsi que sur les emplois et l'économie en général.

Le facteur décisif qui a incité beaucoup de gens à préconiser le gel, la réduction ou la suppression de la tarification était le fait qu'ils ignoraient si l'initiative contribue effectivement à la réduction des émissions ou si elle a une incidence néfaste sur les coûts des consommateurs et l'économie.

Réduction des émissions personnelles

La plupart des gens ont fait état d'efforts personnels pour réduire leurs émissions, par exemple en modifiant leurs choix de transport, en recyclant, en réduisant leurs déchets et en consommant moins d'énergie. La plupart ont également reconnu manquer d'information concernant leur propre empreinte

carbone et les moyens de la réduire. Malgré cela, l'intérêt d'intensifier les efforts d'éducation du public et l'utilité d'outils comme un calculateur en ligne des émissions de carbone n'ont pas fait l'unanimité.

Certains participants croyaient à l'efficacité des campagnes d'éducation pour modifier les comportements du public et réduire les émissions. Ces participants souhaitaient eux-mêmes en savoir plus. D'autres avaient plutôt l'impression que l'immobilisme, les coûts et les inconvénients constituaient de plus grands obstacles au changement que le manque d'information. Dans bien des cas, pour ces mêmes raisons, ils ne souhaitaient pas en apprendre davantage ou en faire plus pour réduire leur propre empreinte. Beaucoup étaient également sceptiques quant à l'impact d'une réduction de leurs émissions personnelles. Lorsqu'on leur a posé la question, les participants ont été plus nombreux à affirmer qu'un nombre restreint de gros pollueurs auraient plus d'impact, s'ils modifiaient sensiblement leurs pratiques, qu'un grand nombre de Canadiens qui effectueraient de petits changements. Beaucoup d'autres étaient indécis ou pensaient que tout le monde a un rôle à jouer dans l'effort de réduction des émissions.

Parmi les conseils qu'ils trouveraient utiles, bon nombre de participants ont dit qu'ils aimeraient connaître les critères de référence d'une consommation énergétique responsable et pouvoir comparer leur consommation à celle des autres. Les participants se demandaient également quelles activités contribuent le plus aux émissions personnelles ou domestiques, quelles améliorations seraient les plus efficaces et les plus simples à apporter, et comment se classeraient différentes options sur le plan des coûts, des avantages et de la réduction de l'empreinte carbone. Beaucoup souhaitaient aussi savoir, par curiosité, où se situait leur ville ou leur province par rapport à d'autres, ou quels étaient les résultats du Canada par rapport au reste du monde.

Enjeux de l'Ouest (Regina)

La relation fédérale-provinciale

Invités à décrire les relations entre la Saskatchewan et le gouvernement fédéral, la plupart des participants avaient l'impression que leur province était négligée ou laissée de côté au profit des autres provinces du centre du Canada. Les participants ont mentionné souvent que la Saskatchewan était oubliée, considérée comme sans importance ou non respectée, et certains ont dit que la relation avec le gouvernement fédéral était tendue ou caractérisée par un manque de collaboration.

Beaucoup de participants estimaient que l'économie et les industries de la Saskatchewan n'avaient pas bénéficié de suffisamment d'investissements et de soutien et souhaitaient un traitement plus équitable et plus d'investissements.

Projet de pipeline TMX

Seuls quelques participants dans ces groupes avaient entendu parler du pipeline et la plupart n'avaient qu'une connaissance superficielle du projet. Parmi ceux qui se sont exprimés sur le sujet, ils ont convenu presque à l'unanimité que la construction du pipeline ne serait probablement pas réalisée dans les délais prévus, compte tenu des retards et de l'opposition observés jusqu'à maintenant.

Paielements de péréquation

Bon nombre de participants n'avaient pas entendu parler du terme « paiements de péréquation », surtout dans le groupe des femmes, et la plupart n'avaient qu'une compréhension superficielle du système. Les participants ont décrit la péréquation comme le regroupement des contributions des provinces dans un fonds, qui est ensuite redistribué en fonction du PIB. Quelques participants trouvaient que le système devait être modifié, pour profiter davantage à la Saskatchewan, car il n'est pas équitable actuellement, mais aucune suggestion concrète n'a été mise de l'avant sur les améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine

La connaissance de cet enjeu variait au sein de ces groupes. La plupart des participants n'en connaissaient pas les détails. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement devrait accorder des concessions à la Chine, répliquer en imposant ses propres sanctions, ou bien continuer à soutenir financièrement les agriculteurs tout en essayant de négocier une solution, la plupart des participants ont choisi la dernière option. Celle-ci leur semblait être l'approche la plus prudente et la plus constructive.

Priorité fédérale absolue pour la Saskatchewan

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux qui ont été abordés ci-dessus au sein des groupes, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada. Même s'ils étaient nombreux à avoir peu entendu parler du programme antérieurement, la plupart ont choisi les paiements de péréquation, trouvant que la Saskatchewan n'obtenait pas suffisamment de soutien dans l'ensemble ou par rapport aux autres provinces.

Mine Frontier (Montréal, région de York, Moncton)

Le 23 février 2020, Teck Resources a décidé de retirer sa demande pour le projet de sables bitumineux Frontier. Cette décision a été communiquée après la tenue des groupes de discussion à Montréal, dans la région de York et à Moncton.

La majorité des participants n'avaient pas entendu parler de la mine Frontier auparavant. Invités à donner leurs points de vue, les participants de Montréal s'opposaient de manière généralisée à la mine, tandis que dans la région de York, la plupart estimaient que le gouvernement devrait approuver le projet dans la mesure où il s'accompagne d'engagements à protéger l'environnement. Les participants de Moncton hésitaient quant à eux entre ces deux options.

Les avantages économiques, la création d'emplois et les besoins en pétrole figurent parmi les principales raisons mentionnées par les participants qui appuyaient le projet, ainsi que la croyance qu'il serait possible de concilier les préoccupations économiques et environnementales. Parmi ceux qui se sont dits contre le projet, la plupart jugeaient qu'une mine de cette envergure, en raison des émissions qu'elle risque de produire, constituait un pas dans la mauvaise direction, qui ne cadrerait pas avec

l'engagement du gouvernement fédéral à réduire les émissions de GES et à être un chef de file mondial en protection de l'environnement.

Certains ont dit qu'ils appuieraient davantage le projet si l'entreprise s'engageait à compenser les émissions de manière à atteindre un niveau de zéro émission nette d'ici 2050, mais il a fallu expliquer le concept de « zéro émission nette » à la plupart des participants et certains ont mentionné que l'année 2050 était trop éloignée.

Négociation d'un accord avec l'Alberta

Lorsqu'on leur a demandé d'envisager la possibilité que le gouvernement fédéral négocie avec l'Alberta pour définir les conditions acceptables à respecter avant d'aller de l'avant avec le projet, certains appuyaient l'idée, d'autres non.

Qu'ils aient été ou non en accord avec cette approche, la plupart des participants jugeaient que les conditions énoncées dans la liste n'étaient pas assez strictes. Les participants réclamaient des engagements fermes ayant force obligatoire qui permettraient de respecter les normes environnementales, y compris des mesures d'application de la loi et des pénalités. Ils avaient tendance à ne pas aimer les *promesses* ni les éléments qu'ils considéraient comme vagues ou les formulations ambiguës. Pour beaucoup, l'année 2050 semblait lointaine et la plupart n'aimaient pas les mentions relatives à un prix sur la pollution par le carbone.

Programme canadien de prêts aux étudiants (Moncton, Nanaimo)

La majorité des participants avaient entendu parler du programme et en connaissaient certaines caractéristiques. Beaucoup ont formulé spontanément des commentaires négatifs sur l'endettement associé au programme. Autrement, les participants ont décrit le programme comme un prêt accordé pour aider à acquitter le coût des études postsecondaires, en fonction des besoins financiers, et d'après certains, pouvant être remboursé selon des modalités avantageuses, notamment en bénéficiant d'une période de grâce pour le remboursement des intérêts et de meilleurs taux, dans l'ensemble. De plus, quelques participants pensaient que le calendrier de remboursement dépendait du revenu. Nombre de participants ne savaient pas si le programme offrait des bourses. Malgré une certaine frustration à propos de la dette, ils étaient nombreux à croire en l'utilité du programme.

Invités à choisir parmi une liste de nouveaux noms potentiels pour le programme, les participants ont indiqué comme deux premiers choix *Bourses et prêts canadiens d'études* et *Aide canadienne au financement des études*. Selon les participants, le premier nom donnait une bonne description, d'autant plus que certains d'entre eux ne savaient pas si des bourses étaient offertes. Beaucoup de participants aimaient l'expression « aide au financement » dans le deuxième choix. Cependant, peu trouvaient que les nouveaux noms proposés se voulaient une amélioration importante par rapport au nom actuel.

Coronavirus (Montréal, région de York, Regina, Nanaimo)

Connaissance

Tous les participants avaient entendu parler du coronavirus et suivaient la couverture médiatique et les faits nouveaux. Ils avaient en général beaucoup d'informations et de détails sur la situation, en constante évolution, ainsi que plusieurs questions. La plupart reconnaissaient que le virus comporte de nombreuses inconnues, tout comme la façon dont cette menace pour la santé publique évoluera. Un grand nombre de participants se disaient confus par l'information véhiculée et trouvaient qu'elle n'était pas toujours fiable. Cela dit, la majorité d'entre eux disaient comprendre assez bien les faits connus actuellement sur le virus, particulièrement en ce qui a trait aux enjeux clés, comme la propagation, la menace, le risque, la transmission et la prévention.

Perception quant au risque

La majorité des participants étaient d'avis qu'ils étaient personnellement exposés à un faible risque, et que la situation n'était pas grave au Canada au moment de la tenue de ces groupes. Ils étaient en général au courant des cas confirmés au pays, mais d'après la plupart, les chiffres étaient peu élevés. Presque tous les participants ont affirmé avoir confiance en la réponse au virus des responsables de la santé publique et des gouvernements au Canada. Ils avaient l'impression que le pays était assez bien préparé, en prenant la menace au sérieux et en mettant en place du dépistage, des tests et des mesures de quarantaine pour contenir le virus et sa propagation. Certains craignaient que la propagation du virus et ses effets au Canada s'aggravent ou finissent par s'aggraver, mais la plupart ont indiqué ne pas être trop inquiets pour le moment.

Réponse du gouvernement fédéral

Certains trouvaient que le gouvernement fédéral avait pris un peu de temps à réagir au départ, ou qu'il aurait dû mettre en place des mesures plus strictes, par exemple en limitant les déplacements entrants et en resserrant les mesures de contrôle frontalier. En général, les participants estimaient que le gouvernement canadien réagissait d'une manière prudente et mesurée à la menace, qui n'est ni excessive ni insuffisante. Beaucoup de participants étaient au courant que le gouvernement fédéral avait rapatrié des Canadiens de l'Asie et jugeaient en général cette mesure positive, compte tenu du dépistage fait et des mises en quarantaine imposées.

Recherche d'informations

Les participants avaient beaucoup de questions à propos du virus, en particulier sur sa gravité et d'où il provient, et pour savoir si d'autres informations étaient disponibles sur la transmission. Peu pensaient qu'ils manquaient d'informations importantes et urgentes, compte tenu de la perception d'être exposés personnellement à un faible risque.

Cela dit, ils comprenaient tous que l'enjeu était un problème de santé publique majeur, qui évoluait sans cesse. La plupart des participants voulaient être informés des derniers renseignements clés, notamment sur la propagation et sur l'accroissement de la menace pour le Canada et pour eux-

mêmes. Ils voulaient aussi être renseignés sur la réponse des responsables de la santé publique et les mesures mises en place par le gouvernement.

La majorité des participants suivaient l'évolution de la situation et ils étaient nombreux à chercher activement des informations. Les sources d'information des participants étaient très diversifiées. Elles englobaient les médias traditionnels canadiens et internationaux (consultés en ligne et hors ligne) et les médias sociaux de sources variées, le bouche-à-oreille, les employeurs, les écoles et les professionnels de la santé, de même que les sources officielles comme l'Organisation mondiale de la Santé, les gouvernements et les responsables de la santé publique du Canada et d'ailleurs. Santé Canada a été mentionné par certains comme source incontournable d'information.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date de l'octroi du contrat : 27 juin 2019
Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Résultats détaillés

Nouvelles du gouvernement du Canada (Moncton, Montréal, région de York, Regina, Whitehorse, Nanaimo)

Vue d'ensemble

Les barrages érigés par les opposants à la construction du gazoduc Coastal Gaslink sur le territoire des Wet'suwet'en, dans le nord de la Colombie-Britannique, ont été de loin le sujet d'actualité le plus cité par les participants. La question a progressivement dominé les mentions dans les groupes à mesure que les manifestations et les perturbations se sont intensifiées au fil des semaines.

Les groupes de toutes les villes ont considéré les manifestations comme une nouvelle qui concernait le gouvernement fédéral. Dans les groupes de la région de York, de Montréal et de Moncton, tenus durant la première quinzaine de février, la question a été évoquée par une poignée de participants seulement et sans donner lieu à un approfondissement. En revanche, dans les groupes de Nanaimo, de Whitehorse et de Regina, tenus vers la fin du mois, elle était présente à l'esprit de la plupart des gens et a suscité des discussions nourries, comme on le verra plus loin.

Parmi les autres nouvelles mentionnées, le voyage du premier ministre en Afrique au début du mois de février a fait l'objet de quelques mentions dans les groupes de York et de Moncton. Certains participants ont dit avoir lu ou entendu que ce voyage était lié aux Nations Unies ou à la candidature du Canada à un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

L'immigration a été citée dans les groupes de Nanaimo et de Regina, où quelques participants ont dit avoir entendu parler récemment d'une hausse de l'immigration ou d'une « entrée express ». Certains se rappelaient également qu'il était question d'élargir les soutiens et les programmes destinés aux nouveaux arrivants. La majorité des commentaires étaient positifs.

Les allusions spontanées au coronavirus ou à la COVID-19, sans être répandues, ont été observées dans quelques groupes. Les mentions plus précises ont porté sur les efforts du gouvernement fédéral pour rapatrier les Canadiens qui se trouvaient en Asie et sur la quarantaine imposée aux voyageurs rentrés au pays. Il a aussi été question d'une « base des Forces canadiennes » (probablement la BFC Trenton) et des répercussions liées à l'accueil des évacués en quarantaine. D'eux-mêmes, quelques participants ont noté que le gouvernement fédéral avait bien géré la situation dans l'ensemble, et d'autres, qu'il avait un peu tardé à réagir.

Manifestations des Wet'suwet'en (Whitehorse, Regina)

Sensibilisation et compréhension

Les groupes de Whitehorse et de Regina, tenus vers la fin du mois, avaient généralement entendu parler des manifestations des Wet'suwet'en. Plusieurs participants ont évoqué l'importante couverture médiatique des événements, et la majorité ont dit suivre l'affaire de près ou de loin, ne serait-ce qu'en lisant les manchettes.

Certains en connaissaient les détails et les derniers développements, surtout à Nanaimo, où le sujet avait émergé spontanément lors de la discussion traitant des nouvelles récentes du gouvernement fédéral. Mais la plupart des gens n'avaient qu'une compréhension rudimentaire de ce qui leur paraissait être un problème complexe. Beaucoup avaient le sentiment de ne pas avoir tous les éléments d'information en main.

Indépendamment de leur niveau d'intérêt et de connaissance, les participants ont eu tendance à considérer l'affaire de façon similaire. Ils ont mis l'accent sur les barrages et la perturbation des lignes ferroviaires, évoquant leurs effets sur le transport, l'activité économique et le gagne-pain des gens. De l'avis général, il s'agissait d'un enjeu urgent et difficile à dénouer. Certains ont présenté les blocus comme un problème d'ordre public qu'il fallait régler, mais la plupart ont resitué les événements actuels dans le contexte plus large des pipelines et des questions autochtones, qu'ils voyaient comme des difficultés de longue date sous-jacentes au problème.

Opinions

Les avis ont été partagés quant aux enjeux les plus urgents dans ces événements. De nombreux participants, surtout à Regina, ont avant tout déploré la perturbation du transport, la décrivant comme

une tactique qui sème la discorde et nuit à l'économie. Certains ont émis des doutes sur la motivation des manifestants. De leur point de vue, la majorité n'étaient pas des Autochtones, mais plutôt des membres d'autres groupes qui exploitaient la situation pour militer contre les pipelines en général, promouvoir leurs objectifs environnementaux ou exprimer d'autres doléances. Quelques-uns contestaient le bien-fondé du mouvement d'opposition au motif que les Wet'suwet'en avaient approuvé le projet. D'autres jugeaient peu constructif d'essayer de négocier avec ce groupe élargi de protestataires et réclamaient des mesures plus fermes. Les participants n'ont toutefois pas précisé quel genre de mesures ils avaient en tête, et la plupart ne voulaient pas d'une escalade menant à l'affrontement.

D'un autre côté, en particulier dans le groupe des femmes de Whitehorse, de nombreux participants ont fait un lien entre les événements et ce qui leur paraissait être des préoccupations légitimes concernant le manque de consultation des communautés autochtones sur les projets d'oléoducs. Certaines personnes ont fait allusion au « piètre traitement » des peuples autochtones par les ordres de gouvernement canadiens et à l'importance de respecter les droits, les traités et la souveraineté de ces peuples. Quelques-uns pensaient que les gouvernements avaient contribué au problème en poussant trop vite et trop fort la réalisation des projets d'oléoducs. Certains participants se sont demandé si ce projet avait fait l'objet de consultations adéquates avec les Wet'suwet'en et si les droits territoriaux de cette Nation étaient respectés.

Perceptions à l'égard de la réaction du gouvernement fédéral

Lorsqu'on a demandé aux participants d'évaluer la réaction du gouvernement fédéral jusqu'à présent, les opinions ont varié. Un certain nombre de participants ont indiqué que, n'ayant pas vu, lu ou entendu grand-chose à ce sujet, ils n'en savaient pas assez pour se prononcer. D'autres croyaient que le gouvernement faisait son possible pour désamorcer la situation, et certains ont applaudi les efforts menés à ce jour. Mais beaucoup de gens se sont montrés quelque peu critiques de la réaction du gouvernement, qu'ils jugeaient insuffisante vu la persistance du problème.

Les évaluations favorables ont fait ressortir certains points clés. Nombre de participants ont trouvé sage que le gouvernement du Canada collabore avec celui de la Colombie-Britannique et essaie de tenir des réunions avec les chefs ou les membres de la communauté des Wet'suwet'en. Plusieurs ont dit avoir entendu que la GRC avait décidé, ou s'était fait demander, de se retirer et de mettre fin aux arrestations afin de faciliter les négociations. Quelques autres ont dit avoir lu que le premier ministre avait annulé un voyage à l'étranger pour régler ce problème intérieur. Beaucoup ont jugé ces mesures constructives.

Inversement, un nombre important de participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour lever les barrages dans les corridors de transport. À cette fin, certains ont suggéré que le gouvernement agisse « plus fermement » pour rétablir l'ordre public et protéger les intérêts de la majorité. D'autres ont plutôt recommandé d'intensifier le dialogue avec les Wet'suwet'en en vue de régler le problème sous-jacent. Peu de suggestions ont été faites quant aux moyens d'agir plus fermement, mais plusieurs participants ont signalé que l'amélioration des rapports avec les communautés autochtones, surtout en ce qui concerne les consultations et le processus d'approbation des projets d'oléoducs, serait une mesure utile pour résoudre le problème actuel et en éviter de semblables à l'avenir. Quelques

personnes pensaient également que le gouvernement fédéral devrait être plus transparent avec la population canadienne au sujet de ces consultations et d'autres visant de grands projets de pipelines.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus, de nombreux participants ont recommandé d'avancer sur tous les fronts possibles pour mettre un terme aux manifestations et aux perturbations de façon pacifique et dans les plus brefs délais. Certains pensaient que le premier ministre devrait s'impliquer davantage dans la communication avec les Wet'suwet'en, les communautés autochtones et le public. Les participants n'avaient pas de suggestions précises à l'intention du gouvernement du Canada. La discussion a fait ressortir des recommandations de nature générale, comme l'adoption de mesures plus énergiques pour limiter l'impact des manifestations et consulter davantage les intervenants autochtones.

Projet de mine Teck Frontier (Regina)

Dans les groupes de Regina exclusivement, on a demandé aux participants ce qu'ils savaient au sujet du projet de mine Teck Frontier, puisque Teck Resources Limited venait d'en annoncer l'annulation.

Seules quelques femmes avaient entendu parler du projet et elles étaient pour la plupart au courant de son annulation. Certaines personnes trouvaient la décision bonne, tandis que d'autres ont souligné les pertes d'emplois qu'elle entraînerait. D'autres encore l'ont associée aux manifestations des Wet'suwet'en et ont supposé que Teck avait renoncé au projet en raison de ses risques trop élevés. Quelques participants ont évoqué l'impact de l'annulation sur l'avenir de l'industrie pétrolière. L'un d'eux a noté que le déclin de cette industrie était inévitable et que le pays devrait se tourner vers des énergies à faible teneur en carbone. Un autre s'est dit inquiet pour l'avenir de l'industrie et d'autres secteurs d'activité, comme l'agriculture, qui dépendent du pétrole.

Budget fédéral (Moncton, Montréal, région de York, Regina, Nanaimo)

Connaissances et attentes à l'égard du prochain budget fédéral

Le niveau de sensibilisation au prochain budget fédéral était généralement faible. Seul un petit nombre de participants des groupes de l'Ouest ont dit avoir lu ou entendu quelque chose à ce sujet. Ils ont cité l'augmentation du déficit, la hausse prévue des crédits alloués aux peuples autochtones et aux résidents du Nord, les coûts publics pour assurer la sécurité du couple royal, et le peu d'attention portée à l'Ouest du pays au profit de l'Est.

Interrogés sur leurs attentes à l'égard du prochain budget fédéral vu ce qu'ils savaient des priorités du gouvernement, les participants ont donné des réponses variées, mais beaucoup ont admis ne pas avoir d'attentes claires.

Le plus souvent, les participants s'attendaient à ce que le gouvernement mette l'accent sur les soins de santé, l'environnement, l'immigration et les problèmes d'abordabilité. Sur ce dernier point, ils ont cité l'abordabilité des logements, le coût de la vie, l'écart des revenus et l'allègement fiscal de la classe moyenne. Certains s'attendaient à ce que le gouvernement s'attaque au déficit, par exemple en réduisant les dépenses et les services. D'autres anticipaient une hausse de l'impôt des sociétés ou la suppression d'échappatoires fiscales destinées aux entreprises.

Thèmes prioritaires du budget fédéral

Lorsqu'on a demandé aux participants sur quels thèmes ils souhaiteraient que le gouvernement fédéral concentre ses efforts, un certain consensus s'est dégagé. La santé en général a fait figure de priorité, avec des mentions plus précises visant la santé mentale, de plus nombreux médecins de famille, des soins plus accessibles, la réduction des temps d'attente et l'amélioration de la qualité des soins. L'environnement, surtout en lien avec l'industrie pétrolière et gazière, les pipelines et la pollution, a également retenu l'attention. Certains ont appelé de leurs vœux une réduction des subventions aux entreprises de combustibles fossiles au profit d'investissements dans les énergies durables et dans l'économie et les emplois verts.

Il a également été question de stimuler l'économie, les emplois et la croissance dans d'autres secteurs. L'accent a notamment porté sur la petite entreprise, le camionnage, l'exportation de technologies et le développement des ressources naturelles du Canada, en termes généraux.

L'éducation, entre autres les investissements dans les programmes de recyclage et de prêts étudiants, a reçu des mentions dans les groupes de toutes les villes. À Nanaimo, de nombreux participants espéraient que le gouvernement fédéral s'occupe des questions d'abordabilité et de qualité de vie minimale, notamment les logements abordables et les HLM, les retraites, la pauvreté, la toxicomanie et la santé mentale. Dans toutes les villes, quelques participants trouvaient que les investissements en infrastructures méritaient également d'être privilégiés.

Lorsqu'on les a invités à proposer un thème pour le prochain budget, les participants ont eu peu de suggestions à faire, et surtout peu de suggestions communes. Certains participants des groupes de Nanaimo et de Regina estimaient que l'accent devrait porter sur la qualité de vie et les enjeux fondamentaux comme l'abordabilité, les revenus et le logement. Les changements climatiques et la durabilité ont également rallié des appuis un peu partout.

Exercice : Thèmes possibles du prochain budget

Les participants de tous les groupes se sont vu remettre une liste de thèmes possibles pour le nouveau budget du gouvernement fédéral. On leur a demandé de choisir les deux principaux thèmes qu'ils souhaiteraient voir adopter par le gouvernement ainsi que tout thème qui leur semblait ne pas convenir pour un budget. La liste se lisait comme suit :

- Un budget climatique

- Un budget pour faire croître la classe moyenne
- Un budget pour rendre la vie plus abordable
- Un budget soins de santé
- Un budget bien-être
- Un budget pour vivre selon nos moyens
- Un budget innovation
- Un budget pour améliorer la qualité de vie

Les résultats ci-dessous sont présentés par ordre d'importance, en fonction du nombre de personnes qui ont choisi ces thèmes à titre de premier choix. Les participants ont majoritairement opté pour *un budget soins de santé*, suivi d'*un budget pour rendre la vie plus abordable* et d'*un budget climatique*.

Un budget soins de santé

Ce thème s'est démarqué du lot, tant chez les hommes que chez les femmes. Il s'est retrouvé au premier rang deux fois plus souvent que les autres thèmes les plus fréquemment retenus. En guise d'explication, les participants ont souligné l'importance des soins de santé pour l'ensemble de la population canadienne ainsi que pour eux-mêmes, leur famille et leur communauté. Certains participants de la région de York et de Nanaimo estimaient que leurs gouvernements provinciaux ont besoin d'un soutien et d'un financement accru en matière de soins de santé de la part du gouvernement fédéral. Les participants ont évoqué la nécessité de remédier au manque de médecins de famille et de travailleurs de la santé, aux difficultés d'accès aux soins, aux temps d'attente prolongés et aux lacunes dans les soins préventifs. À Moncton, où aucun autre thème n'a rivalisé avec celui des soins de santé à titre de premier choix, les participants ont cité les fermetures d'hôpitaux, les engorgements et les soins d'urgence parmi les problèmes de leur communauté. À Nanaimo et à Regina, nombre de participants ont évoqué les dépenses personnelles liées aux soins dentaires et ophtalmologiques qu'ils aimeraient voir en partie couvertes par le gouvernement.

Un budget pour rendre la vie plus abordable

Bien qu'arrivant loin derrière les soins de santé à titre de premier choix, ce thème a été le préféré d'un nombre important de participants. Les hommes ont davantage eu tendance à le retenir comme premier choix que les femmes. Certains écarts régionaux se sont dessinés, notamment à Nanaimo, où ce thème a figuré en tête de liste, devant les soins de santé, et à Montréal, où personne n'en a fait son thème de prédilection pour le budget fédéral. Les participants qui l'ont choisi étaient inquiets du coût de la vie et des salaires qui ne leur semblent pas suivre le rythme de l'inflation. Beaucoup ont fait allusion à leurs propres difficultés à joindre les deux bouts, en particulier sur le plan du logement et surtout à Nanaimo. De l'avis de la plupart, il y a trop de gens au Canada aujourd'hui qui peinent à couvrir leurs besoins essentiels, à consacrer du temps à leur famille et à jouir d'une bonne qualité de vie. Les étudiants, les aînés et les personnes ayant un revenu fixe passaient pour les plus durement

touchés par la hausse des coûts. Plusieurs participants ont fait allusion à l'écart des revenus, à la pauvreté et aux inégalités, les qualifiant de questions centrales et de problèmes croissants au sein de leur communauté, voire partout au Canada.

Un budget climatique

Ce thème a été plébiscité dans des proportions égales ou presque à celui de l'abordabilité. En contrepoint toutefois, un nombre appréciable de participants — notamment à Regina — l'ont considéré comme une mauvaise idée pour le prochain budget fédéral. Ceux qui l'ont rejeté avaient tendance à l'associer à une tarification de la pollution ou à une « taxe sur le carbone » jugée coûteuse pour les consommateurs et pour l'économie. Chez les répondants qui ont inclus le thème du climat dans leurs premiers choix, les femmes ont davantage contribué que les hommes à faire pencher la balance, tout comme les groupes de Montréal et de la région de York, où il a occupé la seconde place derrière les soins de santé. Ses partisans ont invoqué l'urgence de la lutte contre les changements climatiques et leurs lourdes conséquences non seulement sur l'environnement, mais aussi sur l'économie, la santé humaine et les générations futures. Beaucoup ont mentionné les hivers doux, la fonte des calottes polaires, la hausse des températures dans l'Antarctique ainsi que les feux de forêt et la disparition d'espèces à titre d'exemples d'effets des changements climatiques.

Un budget pour améliorer la qualité de vie

Bien qu'un nombre assez restreint de participants aient fait de ce thème leur premier choix, ils ont été sensiblement plus nombreux à en faire leur second choix. Ceux qui penchaient pour ce thème aimaient sa portée générale et le fait qu'il était susceptible d'englober un large éventail d'enjeux et de dossiers importants, tels l'éducation et la santé, le coût de la vie, les emplois, les revenus, les services sociaux, le logement et les soutiens offerts aux populations vulnérables. Certains le trouvaient semblable, à certains égards, aux thèmes axés sur la classe moyenne ou sur l'abordabilité, mais plus inclusif.

Un budget pour faire croître la classe moyenne

Les participants ont été relativement peu nombreux à classer ce thème dans leurs deux premiers choix et ils l'ont écarté de la liste dans des proportions presque équivalentes. Ceux qui y étaient favorables jugeaient qu'il couvrirait des politiques permettant de combattre, dans leurs mots, un déclin de la qualité de vie pour la plupart des Canadiens, surtout les plus jeunes générations, sous l'effet des coûts croissants de la vie et du logement en particulier. Ils espéraient qu'un tel budget s'attaquerait à la disparité des revenus ou atténuerait leur sentiment que la classe moyenne est « prise à la gorge » et surimposée. Certains ont fait remarquer que l'attention accordée à la classe moyenne profiterait à l'économie dans son ensemble. Plusieurs participants s'imaginaient que ce type de budget comporterait des réductions d'impôt sur le revenu. Les personnes qui n'aimaient pas ce thème lui reprochaient généralement son côté exclusif, le fait qu'il ne tienne pas compte des besoins des ménages canadiens à faible revenu. Certaines avaient l'impression qu'elles seraient laissées pour compte. D'autres contestaient par principe l'idée d'un thème axé sur « la classe sociale » et se demandaient si pareil budget répondrait aux besoins des plus démunis au Canada.

Un budget innovation

Très peu de gens ont inscrit ce thème au premier ou au second rang de la liste. Ils ont été plus nombreux à le rejeter. Beaucoup trouvaient le terme « innovation » vague et déconnecté des enjeux qui leur paraissaient fondamentaux, comme la santé, l'éducation, l'abordabilité ou l'environnement. Certains ont dit présumer que le gouvernement fédéral avait déjà pour principe directeur de soutenir l'innovation. D'autres voulaient savoir à quoi servirait l'innovation exactement. Les rares personnes qui avaient choisi ce thème estimaient que l'avenir du pays et de son économie dépend de l'innovation et des progrès technologiques. Certaines ont fait remarquer que le Canada a du retard à combler sur le plan de l'innovation. À Regina, quelques participants ont fait valoir que leur province doit rattraper les autres dans le développement de son secteur technologique.

Un budget pour vivre selon nos moyens

La plupart des participants ont désapprouvé ce thème plus que tout autre sur la liste et peu l'ont retenu dans leurs deux premiers choix. Plusieurs raisons ont été invoquées. Certains participants ne comprenaient pas bien qui était censé vivre selon ses moyens dans un tel budget : le gouvernement, les citoyens, ou les deux. D'autres y décelaient une attitude paternaliste, comme si le gouvernement avait l'intention de dicter les dépenses des particuliers ou d'imposer d'en haut des mesures d'austérité. Un certain nombre de participants ont dit craindre que ce type de budget n'opère des coupes dans les programmes et les services. Quelques participants étaient d'avis que le gouvernement doit investir dans les citoyens au moyen d'un financement déficitaire. D'autres aimaient l'idée que le gouvernement vive selon ses moyens et réduise les déficits, mais croyaient ce scénario peu probable.

Un budget bien-être

Ce thème n'a guère plu et a beaucoup déplu. La plupart des gens ont jugé qu'il avait un caractère trop général ou vague et qu'il débordait le champ d'activité du gouvernement. De manière générale, ils concevaient le « bien-être » comme une affaire personnelle, relevant davantage des comportements et des choix individuels que des dépenses ou des politiques gouvernementales. Les participants ont eu tendance à se demander s'il était légitime pour le gouvernement fédéral d'essayer de réaliser le bien-être pour le compte des citoyens. Certains ont qualifié ce thème de mot à la mode ou de platitude. Les rares participants qui en avaient fait leur premier choix aimaient sa large portée, qui semblait pouvoir couvrir les principales responsabilités du gouvernement, dont les soins de santé, une vie abordable, l'accès à l'emploi et la croissance de la classe moyenne. Pour certains, cela consistait à faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un niveau de vie convenable et à créer un budget axé sur les gens, sur leur vie prise comme un tout et sur ce qui compte à leurs yeux.

Un budget climatique

On a demandé aux participants quel type de dépenses et de politiques ils s'attendraient à voir dans un « budget climatique », si le gouvernement fédéral devait aller de l'avant sur ce thème. La plupart des groupes sont arrivés à une longue liste d'idées. Le plus souvent, les participants ont dit qu'ils s'attendraient à voir des investissements consacrés au développement d'énergies renouvelables,

durables et à faible intensité d'émissions ainsi qu'à la recherche, à l'innovation et à la technologie axées sur la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Beaucoup pensaient qu'un tel budget injecterait des fonds dans les voitures électriques, sous la forme de subventions versées à l'industrie, de rabais destinés aux consommateurs ou de l'élargissement du réseau national de bornes de recharge. Un certain nombre de participants ont supposé que ce budget comporterait des incitatifs financiers afin d'encourager les entreprises et les ménages à modifier leurs comportements, à réduire la pollution causée par les gaz à effet de serre et à miser sur l'efficacité énergétique.

Parmi les autres attentes des participants, les investissements dans les infrastructures ont souvent figuré sur la liste, en particulier le développement du transport en commun et les mesures visant à le rendre moins polluant et plus écoénergétique. Le recyclage et la réduction ou l'interdiction des plastiques ont aussi couramment été mentionnés. Certains participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral pourrait encourager la plantation d'arbres, le verdissement des villes ou la protection des cours d'eau et des océans dans le cadre des efforts de lutte contre les changements climatiques. D'autres ont fait allusion à l'industrie pétrolière et gazière et aux politiques qui permettraient de réduire les émissions à l'aide de cibles plus contraignantes, de contrôles et d'amendes. Plusieurs ont suggéré que les subventions remises aux sociétés pétrolières et gazières soient redirigées vers les secteurs des énergies et des technologies vertes. Quelques personnes estimaient que, de façon générale, les grands pollueurs industriels devraient assumer les coûts de leur pollution et qu'un budget climatique comporterait sans doute une tarification du carbone.

Invités à dire s'ils voyaient une différence entre un « budget climatique » et un « budget environnemental », la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Malgré les similarités et les liens communément attestés entre ces deux thèmes, la majorité des gens pensaient qu'un budget environnemental couvrirait un éventail plus large d'enjeux et d'initiatives alors qu'un budget climatique mettrait davantage l'accent sur les changements climatiques, la réduction des gaz à effet de serre et les questions connexes.

Aux dires des participants, si un budget climatique a une large portée, un budget environnemental est réellement exhaustif. Ils associaient ce dernier à la protection des forêts, des eaux, des terres et des animaux sauvages contre toutes les menaces et toutes les formes de pollution. Un tel budget couvrirait les problèmes climatiques et d'autres enjeux, comme l'utilisation des pesticides en agriculture, les résidus miniers, la gestion des pêches et les ressources naturelles.

Lorsqu'on leur a demandé lequel de ces deux budgets ils préféreraient, la plupart des participants ont choisi le budget environnemental. Ils étaient d'avis qu'une optique plus large permettrait de lancer et de réaliser plus d'initiatives à court terme, en tenant compte des changements climatiques, mais sans exclure d'autres problèmes environnementaux importants. Certains ont noté qu'un budget environnemental pourrait être plus acceptable pour le public en raison des termes utilisés ou des types d'initiatives et d'enjeux couverts, lesquels semblaient à certains plus concrets, personnels et locaux et plus faciles à mettre en œuvre. D'autres participants trouvaient qu'un budget climatique et la priorité accordée à la réduction des émissions de carbone, avaient un caractère plus abstrait ou nébuleux, et que l'emploi du terme « climatique » risquait de diviser ou de rebuter les gens.

Nombre des répondants qui privilégiaient un budget climatique ont signalé, à titre de facteur décisif, l'urgence perçue de la lutte contre les changements climatiques et l'action ciblée qu'elle exige. Certains croyaient qu'il vaut généralement mieux opter pour une approche ciblée et que dans ce cas-ci cela aiderait à mobiliser les ressources, les efforts et les appuis publics nécessaires pour relever le défi de réduire les émissions et d'enrayer les changements climatiques. Dans le groupe des femmes de York, certaines participantes qui avaient d'abord choisi le budget environnemental ont changé d'avis après avoir entendu les arguments avancés par d'autres en faveur du budget climatique.

Un budget pour améliorer la qualité de vie

On a demandé aux participants quel type de dépenses et de politiques ils s'attendraient à voir dans un budget axé sur « l'amélioration de la qualité de vie », si le gouvernement fédéral devait aller de l'avant sur ce thème. Les gens ont dressé une longue liste d'idées, estimant qu'un tel budget serait ambitieux dans sa portée, à l'image du caractère multidimensionnel de la « qualité de vie ».

Beaucoup avaient l'impression que ce budget prévoirait des dépenses et des politiques liées à l'éducation, entre autres aux prêts étudiants, aux bourses et aux remises de dette, ainsi que des investissements dans les métiers et le recyclage professionnel. La santé et les soins de santé ont également été largement mentionnés, en particulier l'augmentation du nombre de médecins, la réduction des temps d'attente, la couverture des soins dentaires et de la vue ainsi que les investissements en santé mentale et en recherche-développement. De l'avis de certains, ce type de budget aurait également pour effet d'encourager ou de faciliter l'adoption de modes de vie sains, par exemple un meilleur régime alimentaire, une activité physique accrue ou le renoncement au tabac. À Regina et à Nanaimo, les participants pensaient que le gouvernement fédéral pourrait investir dans les sports et les loisirs, et promouvoir les activités de plein air en supprimant les droits associés au camping, à la chasse et aux parcs nationaux.

Bon nombre de participants ont supposé que ce type de budget accorderait une place centrale aux questions financières. Ils ont évoqué, en particulier, les emplois, la disparité des revenus, les bas salaires et la pauvreté, ainsi que le fossé qui leur semble se creuser entre les revenus et le coût de la vie pour la plupart des gens. Les problèmes d'abordabilité, surtout en lien avec le logement, ont couramment été cités. Certains participants ont parlé d'allègements fiscaux qui laisseraient plus d'argent dans les poches des Canadiens. D'autres croyaient que les difficultés des aînés sur le plan des pensions, des soins de longue durée et des soins à domicile, seraient prises en compte dans le budget, tout comme le seraient des politiques et des investissements visant à soutenir d'autres groupes vulnérables tels que les personnes handicapées ou vivant dans la pauvreté. Certains participants pensaient que ce type de budget pourrait permettre d'adopter une semaine de travail de quatre jours et de passer plus de temps en famille. Quelques personnes se sont demandé s'il s'accompagnerait d'une hausse des impôts ou d'un accroissement du déficit pour couvrir le coût des programmes et services associés à l'amélioration de la qualité de vie.

Enjeux du Nord (Whitehorse)

Enjeux les plus importants à l'échelle locale

Le logement et les soins de santé ont été désignés comme deux grands enjeux à Whitehorse, suivis du transport en commun.

Les participants ont mentionné que les logements dans leur ville n'étaient pas abordables et qu'ils se faisaient rares, surtout ceux en location. Il s'agit selon les participants d'un problème de taille pour les résidents, à commencer par ceux qui ont un faible revenu, une famille nombreuse, des besoins particuliers ou se trouvent dans une situation loin d'être idéale pour les propriétaires. Les participants ont dit qu'il manque de logements en général à Whitehorse, en particulier des logements locatifs plus petits et abordables, ainsi que des logements pour les personnes à faible revenu et les aînés.

Certains ont aussi parlé des coûts élevés liés à l'achat d'une maison. Quelques-uns trouvaient que ce serait une bonne idée de « subventionner » les logements, d'autres non, considérant que de meilleures conditions d'emprunt hypothécaire, notamment des taux moins élevés et l'assouplissement des critères d'admissibilité, seraient préférables. Certains participants du groupe des hommes jugeaient que la ville imposait des conditions onéreuses aux promoteurs qui nuisaient à la construction domiciliaire à Whitehorse et que de meilleures politiques s'imposaient.

Les soins de santé ont été indiqués comme autre enjeu important. Les participants ont relevé des lacunes fondamentales dans l'ensemble du système de santé local. D'après eux, les gens de Whitehorse n'avaient pas accès à suffisamment de soins de santé, de façon générale. Plus précisément, ils ont évoqué la pénurie de médecins, les longs délais, les rares hôpitaux et le peu de services offerts par des spécialistes, l'engorgement, les files d'attente et le manque de dispositifs de diagnostic et de traitement. Plusieurs participants ont souligné que les habitants de la ville doivent se rendre dans d'autres villes pour recevoir des soins de santé.

Ils étaient nombreux à être préoccupés en particulier par les soins de santé mentale. Quelques participants ont formulé des commentaires sur le manque de services, de traitements et de mécanismes de soutien pour les personnes de la région qui ont des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie. Certaines participantes du groupe des femmes avaient l'impression que des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale finissaient par intégrer le système de justice pénale plutôt que de recevoir les soins de santé et le soutien dont elles ont besoin.

Pour plusieurs participants, la toxicomanie était une préoccupation grandissante, et nombre d'entre eux ont affirmé qu'il était difficile d'avoir accès aux programmes de traitement et de soutien, que les délais étaient longs et les places limitées et que ces programmes n'offraient pas les soins continus nécessaires. L'insuffisance de services de prévention du suicide a également été mentionnée.

Généralement, les participants se sont plaints du transport en commun. Ils ont cité la perte des services d'autobus Greyhound, les options limitées et coûteuses ainsi que l'absence de services le dimanche et les longs délais, surtout quand il fait froid en hiver. Beaucoup pensaient que les résidents ne pouvaient

pas dépendre du transport en commun pour se déplacer facilement dans la ville ou en périphérie de celle-ci et devaient donc prendre la voiture.

Par ailleurs, certains participants avaient le sentiment que les crimes violents et liés à la drogue étaient en hausse dans la ville ou estimaient que l'ensemble du système de justice pénale devrait être examiné et amélioré. Plus d'emplois et de soutien sont nécessaires selon les participants. Enfin, les services de télécommunications et Internet inadéquats ont été mentionnés comme un inconvénient majeur et un gros obstacle pour l'économie.

Effets des initiatives du gouvernement fédéral à l'échelle locale

Invités à réfléchir à tout ce qu'a fait le gouvernement fédéral au cours de la dernière année et à ce qui, selon eux, a eu les retombées les plus positives pour Whitehorse, s'il y a lieu, les participants ont souligné quelques éléments. Certains ont parlé des investissements généraux ou qui se rapportaient précisément à la construction d'un établissement scientifique, une centrale électrique locale ou la transformation d'un collège local en une université. Quelques femmes ont mentionné l'Allocation canadienne pour enfants ou encore les paiements de transfert que le gouvernement fédéral verse au territoire. La réconciliation a été abordée, de même que l'augmentation du nombre d'événements culturels, de fêtes et d'ateliers organisés par la suite à l'échelle locale, quelques participants jugeant que ces éléments avaient stimulé le tourisme et les activités à faire dans la collectivité. Certains commentaires portaient sur les initiatives environnementales en matière d'énergie au Yukon, notamment celle visant la réduction de l'utilisation du carburant diesel.

Lorsqu'on leur a demandé si les mesures prises par le gouvernement fédéral dans la dernière année avaient eu des répercussions négatives sur Whitehorse, les participants ont mentionné le plus souvent la « taxe sur le carbone ». Presque tous les participants du groupe étaient d'avis pour dire que cette initiative avait fait augmenter les prix. Quelques femmes pensaient aussi de la sorte. Les participants étaient nombreux à estimer que le prix de l'essence était en hausse à cause de cette initiative, ce qui, selon eux, était particulièrement difficile pour les petites villes nordiques, où il faut presque systématiquement se servir d'une voiture à cause des conditions météorologiques, des distances et des carences du réseau de transport en commun. Certains trouvaient que l'électricité et l'épicerie coûtaient également plus cher et que les résidents de Whitehorse en particulier étaient durement touchés, puisque les prix étaient déjà élevés et qu'il n'y avait pas de source d'énergie de remplacement.

Infrastructures

Lorsqu'on leur a demandé quelles infrastructures de la ville devaient faire l'objet d'investissement, les participants ont indiqué qu'il est primordial d'injecter des sommes dans le transport en commun. Les participants ont fait état de lacunes dans l'ensemble du service, évoquant des problèmes tels qu'un nombre insuffisant de trajets, la faible fréquence du service, les heures limitées et l'absence de service le dimanche. Ainsi, selon eux, tous ceux qui en avaient les moyens utilisaient une voiture pour se déplacer ou faisaient appel à des taxis. Certains jugeaient qu'il fallait en faire davantage pour aménager la centrale électrique locale et développer d'autres formes d'énergie, y compris des sources

d'énergie pour remplacer le carburant diesel. De plus, les participants ont souligné qu'un plus grand nombre de logements doit être mis à la disposition des personnes à faible revenu ou des aînés.

Il a aussi été fait mention d'investissements dans le système d'égout ou la réfection des routes locales. Quelques participants pensaient qu'il faut investir davantage dans l'aménagement d'attractions locales, d'installations de divertissement et de boutiques, pour que les résidents de la région et les visiteurs aient accès à plus d'activités. Le besoin d'investir dans de meilleurs services Internet et infrastructures de télécommunications a aussi été soulevé.

Énergie hydroélectrique

On a demandé aux participants s'ils avaient entendu parler du projet d'expansion d'Atlin Hydro. Seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Cependant, la connaissance limitée qu'ils en avaient était plutôt vague. Personne n'a été en mesure de décrire le projet. Les participants ont seulement dit qu'ils avaient compris qu'il serait réalisé ou « était en préparation ».

Invités à dire si le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour soutenir l'industrie hydroélectrique au Yukon, certains ont répondu par l'affirmative, tandis que d'autres semblaient un peu réticents. Ceux qui y ont vu une bonne idée ont mentionné qu'il faut accroître le développement, pour satisfaire les demandes en énergie et éliminer le recours aux groupes électrogènes diesel. Quelques participants étaient préoccupés par les questions environnementales ou des fluctuations des niveaux d'eau attribuables aux projets hydroélectriques et estimaient qu'il faudrait en tenir compte et les gérer.

Défis en matière de logement à Whitehorse

Invités à préciser les plus grands défis en matière de logement à Whitehorse, les participants accordaient la priorité aux besoins des populations vulnérables, y compris les personnes et les ménages à faible revenu, les aînés et les sans-abri. La plupart des participants trouvaient en général qu'il n'y a pas assez d'options de logement pour tout le monde, en particulier des logements abordables pour ces personnes et groupes.

La majorité ne savait pas vraiment si le gouvernement fédéral avait fait quoi que ce soit pour améliorer la situation du logement à Whitehorse au cours des quelques dernières années. Quelques-uns jugeaient que cet enjeu est davantage de compétence territoriale que fédérale. Un petit nombre de participants se demandaient si le gouvernement avait eu son mot à dire dans la réglementation visant les propriétaires et les tarifs, mais n'en étaient pas certains.

Lorsqu'on leur a demandé de dire si le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour régler les problèmes de logement, la plupart des participants étaient incertains. Certains ont suggéré d'investir et d'appuyer davantage l'aménagement de logements abordables et destinés aux personnes qui ont un faible revenu. Il a été proposé par quelques participants d'en faire plus pour travailler avec les promoteurs privés ou les aider, de manière à remédier à la pénurie de logements. Plusieurs

participants recommandaient de stimuler l'économie locale et de soutenir la croissance de l'emploi, le développement des compétences et la progression des revenus pour favoriser l'activité économique et générer des revenus à plus long terme, afin de faire en sorte qu'il y ait plus de logements et une capacité financière accrue.

Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada (CSAN)

Peu de participants avaient entendu parler de cette initiative. Tout au plus, quelques participants trouvaient que le nom leur disait quelque chose. Personne ne pouvait décrire la politique, mais certains pensaient qu'elle se rapportait peut-être à l'environnement, à la fonte des glaces dans l'Arctique ou au changement climatique.

Les descriptions qui suivent ont été fournies aux deux groupes en guide d'éclaircissements :
« *Le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord est une nouvelle vision qu'a le gouvernement du Canada et qui permettra de s'assurer que les priorités nationales et internationales du Canada correspondent aux priorités des peuples autochtones et des habitants du Nord. Essentiellement, les partenaires fédéraux, territoriaux et autochtones participeront aux prises de décisions ayant une incidence sur les communautés du Nord, afin de permettre une plus grande concertation à cet égard. C'est ce qu'on appelle parfois un processus décisionnel intégré.* »

Les participants ont été invités à dire à quoi devrait ressembler, selon eux, ce « processus décisionnel plus intégré ». Certains ne savaient pas quoi répondre ou trouvaient la question difficile, tandis que d'autres ont formulé des idées. Les commentaires portaient principalement sur le besoin de tenir plus de consultations auprès des collectivités autochtones et des résidents du Nord et de les faire participer davantage au processus de prise de décision.

Il a été beaucoup question des collectivités des Premières Nations et de leur intégration en tant que partenaires de plein droit, pour s'assurer que les chefs et les autres dirigeants de ces collectivités soient pleinement mobilisés dès le début du processus. Toutefois, les participants ont également souligné la nécessité de consulter et de faire participer davantage les municipalités et les maires, en général, et le gouvernement territorial, en particulier. Certains ont mis en relief le fait que selon eux, des connaissances et des perspectives locales plus étendues sont nécessaires pour prendre part au processus décisionnel. Quelques participants ont mentionné les controverses entourant d'une part les projets de pipelines et d'autre part la création d'une « taxe sur le carbone » comme exemples du manque d'écoute du gouvernement fédéral en ce qui concerne les préoccupations de la population locale. Par ailleurs, de l'avis de certains, le gouvernement fédéral n'en faisait pas assez en matière de réconciliation, de partage du pouvoir, d'écoute, de consultation, ni pour respecter ses engagements ou s'attaquer aux disparités socioéconomiques entre les Autochtones et le reste de la population.

Autres initiatives du gouvernement fédéral

On a présenté un éventail d'initiatives du gouvernement fédéral aux participants, dont les suivantes, puis on leur a demandé s'ils les connaissaient et comment ils les percevaient :

- Déduction pour les avantages relatifs aux voyages pour les résidents du Nord
- Efforts en matière de réconciliation
- Politiques d'immigration dans le Nord
- Investissements dans l'éducation postsecondaire
- Restrictions en matière d'armes à feu

Déduction pour les avantages relatifs aux voyages

La connaissance de la déduction pour les avantages relatifs aux voyages pour les résidents du Nord variait parmi les participants. Certains en avaient entendu parler, d'autres non. Quelques participants ont dit avoir demandé la déduction ou avoir envisagé de la demander. Beaucoup n'avaient qu'une vague idée de son fonctionnement, et se posaient des questions.

Aux dires de plusieurs participants, la déduction était trop restrictive et ce n'est pas tout le monde qui pouvait s'en prévaloir. Un grand nombre de participants ont mentionné la déduction pour les avantages liés à l'emploi et estimaient que les employeurs devraient l'appuyer, pour inciter les résidents à la demander, en ajoutant que ce n'était pas le cas chez certains employeurs et que les montants approuvés pouvaient être limités. D'autres jugeaient que le montant demandé sur leurs formulaires fiscaux était trop petit et ne couvrait qu'une partie des avantages relatifs aux voyages. Pas mal de confusion régnait concernant la déduction, de façon générale, notamment sur les personnes admissibles, le montant de la déduction et la marche à suivre pour l'obtenir.

Réconciliation

La majorité des participants avaient entendu parler d'initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral en vue d'une réconciliation, mais peu étaient en mesure d'apporter des précisions. De façon générale, les participants étaient au courant de l'indemnisation des survivants de la « rafle des années soixante » ou du système des pensionnats autochtones. Certains avaient présenté une demande ou connaissaient des personnes qui l'avaient fait. Les avis étaient partagés au sujet de cette initiative. Une participante a dit qu'elle attendait toujours une réponse et certains avaient entendu dire que le processus était difficile pour ceux qui présentaient une demande d'indemnisation, surtout en ce qui a trait à la documentation des réclamations. Les règlements relatifs aux revendications territoriales et les mesures prises dans la foulée de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ont été donnés comme exemples d'initiatives du gouvernement fédéral.

Interrogés à savoir ce que le gouvernement fédéral devrait faire d'autre pour appuyer la réconciliation, plusieurs participants ont insisté sur le besoin d'informer davantage le public, pour le sensibiliser à la réconciliation et à son importance. Certains estimaient également que des initiatives destinées aux jeunes générations des Premières Nations étaient nécessaires pour leur permettre de mieux comprendre ce que les membres de leurs familles ont vécu.

Des participants étaient d'avis qu'il faudrait investir plus au sein de la collectivité dans les services de santé mentale qui s'adressent aux personnes et aux familles qui vivent avec les effets du traumatisme intergénérationnel, en leur offrant des traitements, du counseling et d'autres formes de soutien et de services. Les commentaires de certains participants portaient sur les investissements nécessaires en santé, en bien-être, en éducation et en possibilités pour les jeunes autochtones. Une personne considérait qu'il faudrait plus de mesures d'éducation, de soutien et de protection pour lutter contre les voies de fait et la violence à l'endroit des femmes dans les collectivités isolées.

Politiques d'immigration dans le Nord

Peu de participants avaient entendu parler des politiques en matière d'immigration dans le Nord. Quelques participants ont dit qu'ils étaient vaguement au courant d'un programme à l'intention des travailleurs étrangers et avaient entendu parler dans diverses mesures, que Whitehorse était une plaque tournante nordique pour ce programme, qu'il était difficile pour les employeurs de recruter des travailleurs dans le cadre de ce programme ou que les travailleurs étrangers qui y prenaient part finissaient souvent par être sous-employés ou sous-payés. En ce qui concerne les services d'immigration, ils étaient insuffisants à Whitehorse selon beaucoup de participants, de sorte que les personnes souhaitant obtenir par exemple le statut de résident permanent ou la citoyenneté canadienne devaient se rendre dans les villes au sud, comme Vancouver, Calgary ou Toronto. Quelques participants avaient entendu dire que le processus est très coûteux pour les gens de Whitehorse.

Investissements dans l'éducation postsecondaire

Certains participants avaient entendu vaguement parler d'investissements du gouvernement fédéral dans l'éducation ou la formation de niveau postsecondaire et quelques-uns ont formulé des commentaires sur la transformation du Collège du Yukon en université. Des participants ont souligné qu'il faudrait injecter des sommes supplémentaires dans l'établissement, notamment par la création de quelques écoles satellites.

La plupart trouvaient que des investissements supplémentaires sont nécessaires dans l'éducation postsecondaire, de façon générale, dans le but de soutenir le développement économique, la création d'emplois, la mise sur pied d'une main-d'œuvre qualifiée à l'échelle locale et la croissance des activités commerciales et des revenus.

Interrogés à savoir ce que le gouvernement fédéral devrait faire d'autre, des investissements supplémentaires dans les technologies afférentes aux télécommunications et à Internet en vue de soutenir l'apprentissage à distance ont été proposés comme idées. Certains pensaient qu'il faudrait offrir plus d'occasions d'acquérir une expérience pratique, par exemple dans le cadre de stages, ou investir davantage dans l'apprentissage de métiers ou d'autres compétences recherchées par les industries.

Restrictions en matière d'armes à feu

La majorité des participants étaient au courant des intentions de restreindre l'accès à certains types d'armes à feu. Peu savaient exactement ce sur quoi porterait l'interdiction, mais la plupart avaient

entendu quelque chose au sujet des armes et fusils d'assaut, ou des armes automatiques ou semi-automatiques. Quelques participants se disaient d'accord avec cette initiative et beaucoup avaient des questions ou des préoccupations sur l'application ou la mise en œuvre de l'interdiction.

Après les avoir informés que le gouvernement fédéral a proposé d'interdire les fusils d'assaut au Canada, on a demandé aux participants s'ils pensaient que les Canadiens devraient avoir accès aux fusils d'assaut. D'autres voulaient en savoir davantage sur les types d'armes à feu qui seraient inclus dans cette définition, ou trouvaient que la définition était trop vague ou pouvait être trop générale. D'autres ont critiqué l'idée d'interdire la possession d'armes à feu ou de la restreindre, et, de manière générale, de brimer les droits et libertés d'honnêtes citoyens en les empêchant d'obtenir des armes à feu pour la chasse et leur sécurité. Certains ont souligné que l'accent devait être mis sur les criminels.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à un programme en vertu duquel le gouvernement fédéral rachèterait tous les fusils d'assaut actuellement détenus par les Canadiens pour les retirer de la circulation, la plupart ont répondu par la négative ou se sont dits incertains. Selon quelques participants, cela s'apparentait à confisquer des biens privés. Ils jugeaient que cela allait trop loin. Certains caractérisaient le programme comme une tentative par le gouvernement de leur enlever des droits. Selon d'autres participants, une telle interdiction n'était pas nécessaire, car la possession légale de fusils d'assaut par d'honnêtes citoyens ne posait pas problème ou parce que des contrôles et une réglementation appropriés existent pour garantir que les acheteurs d'armes à feu satisfont aux exigences. Plusieurs participants n'étaient pas d'accord avec l'idée que le gouvernement fédéral crée une base de données ou recueille des renseignements personnels auprès des propriétaires d'armes à feu. Quelques-uns parmi ces groupes semblaient mieux accueillir ce type d'initiatives visant certaines armes en particulier, mais hésitaient à l'exprimer devant l'opposition formulée par les autres.

Environnement (Moncton, Montréal, région de York, Regina, Whitehorse, Nanaimo)

Connaissance des nouvelles environnementales

Certains groupes (notamment le groupe des femmes de Nanaimo et le groupe d'hommes de Montréal) suivaient les enjeux et les nouvelles liés à l'environnement, alors que d'autres, beaucoup moins, voire pas du tout. Parmi les enjeux spontanément cités, les changements climatiques ont reçu de fréquentes mentions. Certains participants ont dit avoir entendu parler de nouveaux rapports qui soulignent l'urgence croissante de lutter contre les changements climatiques. D'autres ont mentionné de récents reportages sur la réduction des gaz à effet de serre. Un grand nombre de participants ont évoqué des phénomènes qu'ils associaient aux changements climatiques, par exemple les feux de forêt en Australie, l'acidification des océans, la fonte des calottes polaires et le réchauffement de l'Arctique et de l'Antarctique.

Également présents à l'esprit, les pipelines ont fait l'objet de nombreuses mentions générales comme de mentions plus précises liées aux controverses et aux tensions entourant les projets d'oléoducs. Les manifestations et les barrages des Wet'suwet'en ont notamment été cités. Certains participants ont parlé de la pollution issue de l'industrie pétrolière et gazière ou fait référence à des reportages récents sur des accidents, des fuites et des déversements ainsi que sur la fracturation hydraulique et les bassins de résidus.

Les problèmes du plastique dans les océans, du recyclage, des décharges et des déchets ont couramment fait surface, de nombreux participants étant préoccupés par leurs conséquences sur l'environnement. Divers enjeux liés à la faune, aux pêches et à la gestion des ressources naturelles ont aussi été mentionnés.

Connaissance des nouvelles du gouvernement du Canada en matière d'environnement

Les nouvelles du gouvernement du Canada en matière d'environnement étaient peu connues. Dans plusieurs groupes, les participants ont eu du mal à citer une nouvelle fédérale sur ce thème. Les mentions les courantes ont eu trait aux pipelines, y compris l'achat du projet pipelinier Trans Mountain par le gouvernement fédéral, les manifestations et les barrages en cours, et les projets d'oléoducs mis en marche ou bloqués. Certains participants croyaient le gouvernement fédéral déterminé à agir pour atténuer l'impact environnemental des pipelines et de l'industrie pétrolière et gazière, alors que d'autres, surtout à Regina, s'inquiétaient de ce qu'il n'en fasse pas assez pour soutenir l'industrie, les entreprises et les emplois, en raison de ses préoccupations environnementales. Les changements climatiques et les émissions de gaz à effet de serre ont également été désignés comme deux secteurs prioritaires pour le gouvernement fédéral. Certains participants ont fait remarquer qu'ils n'avaient pas entendu grand-chose à ce sujet de la part du gouvernement du Canada dernièrement. D'autres ont évoqué la tarification de la pollution par le carbone, en la décrivant tantôt en des termes positifs ou neutres comme une nouvelle tarification de la pollution imposée aux entreprises, tantôt en des termes plus critiques, comme un nouveau coût imposé aux consommateurs. Quelques participants ont fait référence à l'Accord de Paris, disant avoir lu que le Canada avait réaffirmé ses engagements à l'égard des cibles de Paris ou alors qu'il n'était pas en voie de les atteindre.

Exercice : Priorités environnementales

On a remis aux participants de tous les groupes une liste d'initiatives environnementales en leur demandant d'en choisir trois dont l'impact serait le plus positif, d'après eux, et d'indiquer leur priorité absolue pour le gouvernement. La liste se lisait comme suit :

- Bannir tous les plastiques à usage unique au Canada
- Conserver et protéger 25 % des terres au Canada et 25 % des océans au Canada
- Éduquer les Canadiennes et les Canadiens sur les mesures qu'ils peuvent prendre pour réduire leur propre empreinte carbone

- Soutenir financièrement une transition vers des voitures et des camions plus économes en énergie
- Financer des entreprises ayant des projets de technologies vertes innovantes
- Mettre en œuvre un plan de protection des océans pour protéger et nettoyer les littoraux du Canada
- Introduire un prix national sur la pollution par le carbone, aussi appelé taxe sur le carbone
- Éliminer progressivement toute utilisation du charbon pour produire de l'électricité
- Planter deux milliards de nouveaux arbres
- Réglementer le secteur pétrolier et gazier pour réduire la quantité d'émissions provenant de ce secteur
- Jouer un rôle de chef de file quant aux accords internationaux sur le changement climatique conclus avec d'autres pays.

Les résultats ci-dessous sont classés par ordre d'importance en fonction du nombre de participants qui ont choisi chaque initiative à titre de priorité absolue. Sur cette base, le financement d'entreprises ayant des projets de technologies vertes a figuré en tête, l'emportant par une faible longueur d'avance sur quatre autres priorités choisies dans des proportions comparables, soit l'interdiction des plastiques à usage unique, le soutien d'une transition vers des voitures et des camions plus économes en énergie, la réglementation du secteur pétrolier et gazier, et la conservation de 25 % des terres et des océans du Canada.

Un nombre assez restreint de participants ont désigné les autres priorités comme leur priorité absolue pour le gouvernement, mais un nombre sensiblement plus important les ont classées parmi leurs trois premiers choix. Dans l'ensemble, les écarts dans les résultats n'étaient pas spécialement frappants. La plupart des initiatives n'ont paru que légèrement meilleures ou moins bonnes que les autres. La tarification nationale du carbone a fait figure d'exception à cet égard, puisqu'elle a recueilli très peu d'appuis et s'est retrouvée au bas de la liste.

Priorités de premier plan

Financer des entreprises ayant des projets de technologies vertes innovantes

De nombreux participants ont inscrit cette initiative parmi leurs trois premiers choix; c'est également l'élément de la liste qu'ils ont été le plus enclins à retenir comme priorité absolue. En guise d'explication, ils ont fait valoir le rôle important que doit jouer la technologie, à leurs yeux, dans la réduction des émissions et l'adoption de sources d'énergie et de procédés de production plus

durables. Les technologies vertes leur semblaient être la clé de l'efficacité énergétique pour les procédés industriels, les moyens de transport ainsi que les biens de consommation et les électroménagers. Si certains participants étaient réticents à l'idée que le gouvernement subventionne les entreprises sous quelque forme que ce soit, beaucoup d'autres étaient d'avis que les entreprises ont besoin d'incitatifs et de soutiens gouvernementaux pour réaliser des investissements d'intérêt public qui seraient autrement trop onéreux ou risqués. Certains aimaient le caractère constructif de l'initiative et son approche gagnant-gagnant qui, en soutenant des solutions axées sur le marché, pourrait ouvrir des débouchés pour de nouveaux secteurs, entreprises et technologies, rendre le Canada plus concurrentiel par la même occasion, et contribuer à la création d'emplois et à la croissance économique.

Bannir tous les plastiques à usage unique au Canada

Tous groupes confondus, cette initiative s'est le plus souvent classée aux trois premiers rangs, bien que les participants aient été moins nombreux à lui attribuer la priorité absolue par rapport aux investissements dans les projets de technologies vertes. Ceux qui appuyaient cette initiative considéraient la pollution par le plastique comme un problème majeur, qui nuit aux océans, à la vie marine, à l'approvisionnement alimentaire, aux pêches et à la santé humaine. Certains croyaient également que ce type d'initiative pourrait faire une grosse différence et être plus facile d'exécution et moins coûteuse pour les consommateurs et le gouvernement que d'autres choix sur la liste. Certains l'aimaient parce qu'ils avaient l'impression qu'elle mobiliserait un large public et pousserait les gens — déjà en faveur de cette mesure — à faire le pas et changer de comportement. Quelques personnes étaient contre l'initiative, parce qu'ils la jugeaient punitive, redondante ou potentiellement coûteuse pour les entreprises et les consommateurs.

Soutenir financièrement la transition vers des voitures et des camions plus économes en énergie

Une assez grande proportion de participants ont inclus cette initiative dans leurs trois premiers choix, et un nombre appréciable en ont fait leur premier choix, en particulier dans la région de York où cet élément de la liste a suscité le plus d'adhésion. Ses défenseurs étaient d'avis que la pollution par les véhicules à essence est un grave problème et qu'il faut offrir des incitatifs aux Canadiens pour les encourager à choisir des véhicules moins énergivores assortis d'un coût initial plus élevé. Certains aimaient l'initiative pour son côté constructif : ils jugeaient que les consommateurs seraient récompensés pour leur geste, porteur d'économies à plus long terme tout en réduisant les émissions, et trouvaient logique que le gouvernement favorise une adoption plus généralisée des véhicules électriques. Certains croyaient aussi qu'elle avait des chances d'être avantageuse sur le plan de la création d'emplois. Inversement, quelques personnes ont mal accueilli l'idée, au motif que le gouvernement ne devrait pas s'immiscer dans les affaires du secteur privé, dont c'est le rôle de vendre des produits et de fixer leur prix dans un marché libre.

Réglementer le secteur pétrolier et gazier pour réduire la quantité d'émissions provenant de ce secteur

Cette initiative a également été retenue parmi les trois premiers choix et à titre de priorité absolue par un assez grand nombre de participants, en particulier chez les femmes et dans les groupes de

Montréal et de Nanaimo. Beaucoup considéraient que le secteur pétrolier et gazier de l'Alberta est l'un des principaux émetteurs d'émissions de gaz à effet de serre au pays. Certains ont fait remarquer que l'utilisation de combustibles fossiles polluants — huile et gaz de chauffage, essence et plastique — dans ce secteur aggrave d'autant plus le problème. Les participants qui étaient réfractaires à l'initiative la jugeaient superflue, estimant que le secteur avait la situation en main, ou appréhendaient ses effets négatifs sur l'économie, les emplois et les prix à la consommation ainsi que l'insuffisance des sources d'énergie de remplacement.

Conserver et protéger 25 % des terres au Canada et 25 % des océans au Canada

Peu de gens ont classé cet élément dans leurs trois premiers choix, par rapport à certaines des autres initiatives, mais un nombre relativement élevé de participants l'ont désigné comme leur priorité absolue pour le gouvernement, surtout à Moncton. Les participants ont affirmé l'importance de la conservation pour le Canada, vu les ressources naturelles considérables du pays et leur poids dans l'économie. À Moncton, les participants ont fait valoir que leur économie locale et leur mode de vie étaient tributaires des pêches, et certains souhaitaient d'ailleurs que l'effort de conservation soit supérieur à 25 %. Quelques-uns se sont demandé comment l'on procéderait au calcul et quelles mesures avaient déjà été prises. Les rares opposants à l'initiative doutaient de son utilité et croyaient qu'elle serait difficile à calculer et à mettre en œuvre.

Priorités de moindre importance

Mettre en œuvre un plan de protection des océans pour protéger et nettoyer les littoraux du Canada

Une minorité de participants ont choisi cette initiative à titre de première priorité gouvernementale, mais un nombre non négligeable l'ont classée dans leurs trois premiers choix, tout particulièrement à Moncton et à Nanaimo. Les commentaires ont eu tendance à souligner l'importance des océans pour l'économie du pays, l'approvisionnement alimentaire, le mode de vie et le climat. Beaucoup de gens étaient notamment inquiets de l'accumulation de déchets de plastique dans les océans et de ses effets sur la vie marine et les littoraux.

Jouer un rôle de chef de file quand aux accords internationaux sur le changement climatique conclus avec d'autres pays

Bon nombre de participants ont inscrit cette initiative dans leurs trois premiers choix, notamment les hommes et les participants de la région de York, de Montréal et de Whitehorse. Ceux qui aimaient l'initiative ont signalé l'envergure mondiale du défi climatique et la nécessaire concertation des pays. Certains estimaient que le Canada est bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans ce domaine et doit travailler avec d'autres pays pour exercer des pressions sur les grands émetteurs mondiaux, au premier chef les États-Unis et la Chine.

Éliminer progressivement toute utilisation du charbon pour produire de l'électricité

Cette initiative a fait partie des trois premiers choix d'un nombre assez important de participants. Ces derniers considéraient la combustion du charbon comme une forme d'énergie particulièrement polluante et nocive. Plusieurs l'ont décrite comme « la pire ». Aux yeux de ces participants, l'abandon progressif du charbon et la production d'énergie à partir d'autres sources — autant que possible plus durables et renouvelables, comme les énergies hydroélectrique, solaire ou éolienne — feraient une différence énorme pour l'environnement et la santé humaine.

Planter deux milliards de nouveaux arbres

Une proportion assez faible de participants ont retenu cette initiative comme premier, deuxième ou troisième choix. Ces personnes ont évoqué les nombreux bienfaits des arbres, qui non seulement servent de purificateurs d'air et de puits de carbone, mais qui soutiennent la faune, offrent une protection contre l'érosion et les inondations, embellissent la nature et les villes, et rafraîchissent les bâtiments. Les hommes ont eu davantage tendance que les femmes à mettre cette initiative sur leur liste.

Éduquer les Canadiennes et les Canadiens sur les mesures qu'ils peuvent prendre pour réduire leur propre empreinte carbone

Dans l'ensemble, cette initiative n'a pas eu la cote. Les femmes ont été plus portées que les hommes à lui accorder l'une des trois premières places, expliquant que l'éducation du public est un aspect essentiel de la réduction de la pollution par le carbone. Certains participants estimaient que tous les Canadiens, eux-mêmes y compris, avaient besoin de plus d'information et de rappels sur les moyens de réduire leur empreinte carbone. D'autres étaient d'avis que certains groupes gagneraient tout spécialement à être mieux renseignés, entre autres les classes d'écoliers, les ménages à faible revenu et les nouveaux immigrants. D'autres encore ont fait remarquer que l'information fournie devrait autant que possible être simple, accessible et personnalisée afin de mieux rejoindre et persuader le public. En revanche, certains critiques de l'initiative jugeaient que l'accent devrait porter sur les sociétés et les grands pollueurs, la principale cause du problème d'après eux, plutôt que sur les citoyens, qu'ils considéraient comme de petits pollueurs.

Introduire un prix national sur la pollution par le carbone, aussi appelé taxe sur le carbone

Très peu de gens ont vu dans cette initiative une mesure environnementale efficace ou une priorité pour le gouvernement fédéral. La plupart des commentaires étaient négatifs. Nombre de participants considéraient la tarification du carbone comme une taxe et comme un coût supplémentaire pour les consommateurs. Certains pensaient qu'elle causait du tort à des gens comme eux, qui peinent déjà à faire face au coût de la vie, ou aux plus démunis. Certains reprochaient à ce programme d'avoir suscité des divisions politiques et des controverses, affirmant qu'il y avait de meilleurs moyens de s'attaquer aux émissions, sans toutefois donner d'exemples. Certains croyaient que le programme ne fonctionnait pas ou ne fonctionnerait pas. De nombreux autres, cependant, jugeaient ne pas pouvoir se prononcer sur l'efficacité ou l'impact du programme et avoir besoin d'information supplémentaire pour déterminer s'il s'agit d'une solution de lutte efficace contre les changements climatiques. La minorité de participants qui étaient favorables à l'initiative estimaient la tarification du carbone nécessaire pour

obliger les entreprises à réduire leurs émissions et à exercer leurs activités de façon plus écologique. Certains étaient au courant des remises offertes et du principe de neutralité fiscale, qu'ils ont cités comme des aspects positifs du programme. Très peu d'autres participants savaient que le programme comportait des remises.

Autres idées

On a demandé aux participants si d'autres initiatives devraient s'ajouter à la liste. Les suggestions les plus courantes ont eu trait aux investissements dans le transport en commun ainsi qu'à des efforts et des règlements supplémentaires visant la réduction des déchets, notamment : plus de recyclage, moins de déchets produits par les fabricants, moins d'emballages, et l'élimination des produits jetables bon marché en faveur de biens de consommation plus durables. Certains participants ont aussi proposé de resserrer la réglementation environnementale dans les secteurs minier et agricole, par exemple.

Tarification du carbone

Dans tous les groupes, on a donné aux participants quelques indications sur le programme de tarification du carbone du gouvernement du Canada, notamment le prix par tonne d'émissions de carbone. On leur a précisé que ce prix, actuellement fixé à 20 \$ la tonne, passera à 50 \$ la tonne en 2022, après quoi le gouvernement fédéral aura un choix à faire : l'augmenter à nouveau, le maintenir à 50 \$, le réduire ou l'éliminer complètement.

Lorsqu'on a invité les participants à formuler leurs recommandations, les avis ont été partagés. Indépendamment de leur point de vue, cependant, la plupart des gens ont souligné leur manque d'information sur l'efficacité du programme. Beaucoup voulaient savoir si le programme réduit effectivement les émissions et dans quelle mesure il a des répercussions négatives sur les coûts des consommateurs, les entreprises, les emplois et l'économie. Cette impression d'être mal informé et les nombreuses questions que soulevait le programme semblent avoir contribué à ce que la plupart des participants recommandent la suppression, le gel ou la réduction de la tarification.

Tous groupes confondus, la recommandation la plus fréquente, mais de peu, était de maintenir le prix à 50 \$ la tonne. Cette réponse a dominé, en particulier à Moncton et à Regina, chez les participants qui étaient ambivalents à l'égard du programme ou souhaitaient que le gouvernement réévalue la situation en 2022 pour s'assurer que la tarification du carbone produit les résultats attendus. Certains espéraient que les consommateurs, les entreprises et l'économie canadienne s'adapteraient à la tarification et que le programme réussirait à sensibiliser l'opinion, à modifier les comportements et à réduire les émissions. Cependant, le succès ne leur semblait pas acquis. Par ailleurs, les participants étaient nombreux à s'inquiéter des risques d'effets négatifs sur l'économie, les emplois ou les consommateurs. La plupart ne voulaient pas recommander d'éliminer le programme ou de réduire le prix, mais n'étaient pas non plus prêts à appuyer une hausse, pour le cas où il y aurait des problèmes. Ils considéraient que le gel du prix était un bon compromis ou une solution à court terme en attendant qu'une évaluation factuelle du programme ait lieu. La majorité de ces participants voulaient voir des résultats concrets avant de se prononcer sur d'éventuelles modifications de prix.

Les autres participants étaient partagés, dans des proportions presque équivalentes, entre la recommandation d'éliminer le programme et celle d'augmenter le prix. Ceux qui étaient en faveur d'une hausse de la tarification se trouvaient principalement à Nanaimo, à Montréal et dans une moindre mesure à Regina. Ils souscrivaient aux objectifs du programme et pensaient qu'un changement de comportement ne s'obtiendra qu'au moyen d'un prix élevé; ce prix rendrait la pollution inabordable et pousserait les gens et les entreprises à agir autrement. Certains ont supposé que les recettes perçues financeraient de nouveaux efforts de réduction des émissions, ce qui leur semblait une bonne chose, et que le mécanisme de tarification réorienterait les investissements vers de nouvelles énergies de remplacement et des gains d'efficacité énergétique en rendant les choix recherchés plus attrayants. Quelques-uns pensaient que le prix actuel était sans doute le minimum requis et qu'il devrait augmenter pour que le programme fonctionne, ne serait-ce que pour suivre le rythme de l'inflation.

Les participants qui penchaient pour l'élimination du programme avaient tendance à voir la tarification comme une taxe et un surcoût auxquels ils s'opposaient. Certains pensaient que l'idée même du programme ne tenait pas la route, soit parce qu'un approvisionnement abordable en pétrole et en gaz reste nécessaire, d'après eux, soit parce que l'efficacité du programme serait difficilement mesurable ou serait forcément moins avantageuse qu'une majoration du revenu net des particuliers. Cela dit, de nombreux autres participants ont dit ne pas bien connaître l'impact et l'efficacité du programme. Au fil de la discussion, plusieurs ont fait remarquer qu'ils seraient sans doute plus ouverts à son maintien s'ils savaient que le programme fonctionne, avec quelle efficacité, et où vont ses recettes.

Un certain nombre de participants ont recommandé que le gouvernement réduise le prix des émissions de carbone en 2022. Les effets négatifs de la tarification du carbone sur les coûts des consommateurs et des entreprises ainsi que sur les emplois et l'économie en général, étaient des motifs de préoccupation pour eux. Ces participants croyaient souhaitable que le gouvernement fédéral baisse les prix et laisse souffler les consommateurs. À l'instar de ceux qui recommandaient un gel du prix, ces participants estimaient que le gouvernement devrait réévaluer l'efficacité du programme.

Efforts personnels pour réduire les émissions

La plupart des participants ont affirmé faire des efforts pour réduire leurs émissions et avoir changé certaines de leurs habitudes dans ce but. Les efforts les plus couramment cités portaient sur le mode de transport, le recyclage ainsi que les gestes et les achats qui contribuent à réduire les déchets et la consommation d'énergie du ménage.

Beaucoup ont dit qu'ils prenaient moins la voiture et utilisaient plus souvent les transports en commun ou se déplaçaient à vélo ou à pied. Certains ont parlé de covoiturage, de la proximité de leur lieu de travail, ou de télétravail. Quelques-uns ont dit avoir acheté une plus petite voiture qui consomme moins ou s'être débarrassés de leur second véhicule.

Le recyclage a également été très souvent mentionné, aux côtés d'autres mesures de réduction des déchets comme le choix d'acheter des produits en vrac, des biens durables et des articles d'occasion, et d'éviter les plastiques à usage unique. De nombreux participants ont notamment dit qu'ils évitaient

les bouteilles et les sacs en plastique et qu'ils avaient trouvé des solutions de rechange. Quelques-uns ont mentionné avoir réduit leur consommation de manière générale.

Les efforts d'une proportion élevée de participants visaient également à réduire la consommation d'énergie ou à améliorer l'efficacité énergétique du ménage. Les mentions, souvent de nature assez générale, avaient trait à la réduction du chauffage, de l'électricité et de la climatisation. Les mesures précises, moins souvent citées, comprenaient le réglage du thermostat à l'aide d'une minuterie, la consommation d'électricité durant les heures creuses, l'achat d'ampoules DEL et l'amélioration de l'isolation. Seules quelques personnes ont mentionné des initiatives comme l'installation de panneaux solaires ou d'un appareil de chauffage à haut rendement.

Éducation du public pour réduire l'empreinte carbone

Les participants étaient plutôt partagés quant à l'utilité que le gouvernement mène des efforts d'éducation auprès d'eux ou dans le cadre d'une stratégie visant à inciter les Canadiens à réduire leur propre empreinte carbone. Certains étaient ouverts à ce type de mesures, qui leur semblaient utiles et efficaces pour modifier les comportements des gens (y compris les leurs), pourvu qu'elles soient bien conçues. Ces participants étaient d'avis que l'adoption de nouvelles habitudes par la population pourrait avoir une incidence positive considérable sur l'environnement et les efforts de réduction des émissions. D'autres ne voyaient pas les choses du même œil. Le manque de connaissances ou de sensibilisation n'était pas forcément le problème, selon eux, et d'autres obstacles leur semblaient freiner les changements de comportement des Canadiens, notamment des obstacles psychologiques comme la réticence, le déni ou l'habitude, ou des obstacles d'ordre pratique, comme le coût et la commodité.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient une idée de leur propre empreinte carbone, la plupart des participants ont admis leur ignorance ou quasi-ignorance à ce sujet. Considérant que c'était une lacune, certains ont spontanément exprimé le désir de se renseigner afin de mieux pouvoir réduire leurs émissions personnelles. D'autres jugeaient avoir une assez bonne idée de leur situation, vu leur consommation d'énergie et leurs comportements. D'autres encore ont expliqué ne pas vouloir connaître leurs émissions parce qu'ils faisaient déjà leur possible et ne pouvaient ou ne voulaient pas prêts en faire plus.

De façon analogue, les participants ont eu des réactions contrastées lorsqu'on a évoqué l'idée d'un calculateur en ligne qui leur permettrait de chiffrer leurs émissions et de découvrir des astuces pour les réduire. Certains pensaient que ce serait probablement une bonne chose et qu'ils utiliseraient peut-être ce type de ressource. D'autres, conquis d'emblée, trouvaient cet outil intéressant pour s'informer et se préparer à en faire plus tout en économisant de l'argent. En contrepoint, de nombreux participants étaient réticents à l'idée d'utiliser un calculateur en ligne, pour diverses raisons. Certains croyaient que ce genre d'outil est déjà à la disposition des intéressés. Certains doutaient de sa fiabilité ou de son exactitude ou pensaient que le calcul serait long et compliqué. Certains ont répété qu'ils n'avaient pas besoin d'un calculateur d'émissions de carbone, soit parce qu'ils faisaient déjà des choix responsables, soit parce qu'ils ne voulaient pas effectuer de nouveaux changements risquant de

compromettre leur confort ou leur qualité de vie.

Cela dit, face à l'enthousiasme des autres, un certain nombre de participants qui étaient tout d'abord réfractaires à l'idée d'un calculateur en ligne se sont montrés plus réceptifs au fil de la discussion. Beaucoup ont fait des suggestions spontanées au sujet de cet outil, par exemple la possibilité de développer une application mobile, de créer des composants de médias sociaux pour le partage et la comparaison des résultats, et de concevoir une interface visuelle engageante et ludique pour le calculateur.

Certains des participants qui boudaient l'idée du calculateur en ligne étaient plus ouverts à la possibilité de trouver en ligne des conseils pour réduire leurs émissions de carbone. Plusieurs semblaient aimer l'idée d'une ressource en ligne bien conçue, simple et conviviale qui fournisse ce type d'information. Les participants de tous les groupes ont fait une foule de suggestions pour son contenu. Ils voulaient notamment connaître les buts à atteindre et les critères de référence d'une consommation énergétique responsable, compte tenu de facteurs tels la taille du ménage, le logement et le lieu. Ils se demandaient également quelles activités contribuent le plus aux émissions personnelles ou domestiques, quelles améliorations seraient les plus importantes et les plus faciles à apporter, quel est le rapport coûts-avantages des différentes options envisageables, et dans quelle mesure chaque comportement adopté contribuerait à réduire leur empreinte carbone.

Ainsi, certains voulaient savoir quelle différence il y aurait, sur une période d'un an, à utiliser un véhicule électrique plutôt qu'une voiture à essence, à prendre les transports en commun plutôt que la voiture, à faire la vaisselle à la main plutôt qu'au lave-vaisselle, ou à acheter des produits locaux plutôt qu'importés. D'autres souhaitaient pouvoir comparer différents choix écologiques, par exemple une voiture électrique et une voiture qui consomme peu d'essence, ou savoir en combien de temps l'achat de produits, d'électroménagers et de véhicules écoénergétiques devient rentable. Nombre de participants avaient aussi des questions sur le chauffage et voulaient connaître les solutions les plus performantes et les plus économiques pour leur région et leur climat. À Whitehorse, en particulier, certains se demandaient quel choix serait le plus adapté à leurs conditions géographiques et climatiques et quels seraient les résultats comparatifs d'une fournaise et d'un poêle à bois.

La possibilité d'avoir accès à des données comparatives a suscité l'intérêt de nombreux participants, au-delà de l'information sur les différents choix et produits qui s'offrent à eux pour réduire leur empreinte carbone. Beaucoup étaient curieux de savoir où ils se situent personnellement sur le plan des émissions, et certains ont indiqué qu'ils souhaiteraient pouvoir comparer leur ville et leur province à d'autres, ou le Canada au reste du monde.

À la question de savoir si une stratégie visant à éduquer les Canadiennes et les Canadiens sur la façon de réduire leur empreinte serait un moyen efficace de réduire la quantité globale d'émissions de carbone au Canada, les participants ont donné des réponses diverses. Beaucoup pensaient qu'une telle stratégie serait utile, non seulement pour sensibiliser et informer les gens, mais aussi pour leur rappeler le rôle décisif qu'ils peuvent jouer. Bien que certains aient spontanément désigné les gros pollueurs industriels comme étant à la source du problème, ils n'en croyaient pas moins que les

particuliers doivent faire leur part pour susciter la transformation sociale voulue. Certains estimaient important de mettre l'accent sur des gestes simples, de façon à ce que les gens restent motivés et participent. Quelques-uns ont souligné l'importance de faire campagne dans les écoles pour éduquer les jeunes générations et promouvoir des changements d'attitude et de comportement à long terme.

D'autres étaient moins convaincus de la pertinence de ce type de campagne. Selon eux, les gens ont déjà de bonnes bases ou peuvent aisément se procurer de l'information sur le sujet. Le véritable problème, pensaient-ils, tient plutôt aux mentalités et à la résistance au changement, ce dont ne viendrait pas forcément à bout une campagne d'éducation publique. Certains participants croyaient que les gens n'ont pas la motivation intrinsèque nécessaire au changement ou se laissent arrêter par d'autres obstacles, comme le coût ou les inconvénients.

Invités à considérer s'il valait mieux, pour aider l'environnement, qu'un grand nombre de Canadiens modifient légèrement leur comportement ou qu'un petit nombre de gros pollueurs modifient énormément leur comportement, les participants ont à nouveau eu des avis partagés. Dans l'ensemble, ils ont été plus nombreux à penser que la transformation des façons de faire des gros pollueurs aurait le plus d'impact. Cependant, une proportion importante estimaient que les consommateurs peuvent avoir davantage d'influence.

Ceux qui attribuaient le plus d'impact potentiel aux gros pollueurs avaient tendance à les considérer comme la principale source des émissions et comme le nœud du problème. Beaucoup jugeaient également qu'il serait plus facile et plus rapide pour le gouvernement d'essayer de modifier le comportement d'un petit groupe d'acteurs importants que celui de millions de gens. Certains ont fait valoir que les grandes sociétés ont la capacité d'innovation nécessaire pour apporter des changements rapides et sont les mieux placées pour stopper la pollution à la source, couper l'approvisionnement et obliger le marché à s'ajuster. Nombre de ces participants doutaient que le public ait la volonté ou la capacité de mettre en œuvre les changements voulus aussi rapidement qu'il le faudrait.

Ceux qui pensaient que les Canadiens moyens pourraient avoir plus d'impact par l'adoption collective de mesures modestes, ont expliqué que le cumul des comportements individuels peut donner lieu à une pollution considérable ou décreue, selon la direction de l'effort. De l'avis de la plupart de ces participants, quantité d'améliorations sont à la portée des Canadiens; la transformation des attitudes et des mentalités individuelles ferait prendre à la société un virage fondamental et instaurerait un cycle vertueux, menant à une acceptation publique élargie et à de nouveaux changements. Les entreprises suivraient le mouvement et adapteraient leurs pratiques en fonction d'un éthos public plus robuste.

Enjeux de l'Ouest (Regina)

Exercice : Relation entre le gouvernement du Canada et la Saskatchewan

On a demandé aux participants des groupes de Regina d'écrire sur une feuille de papier les mots qu'ils utiliseraient pour dépeindre la relation entre le gouvernement du Canada et leur province.

La plupart estimaient que le gouvernement fédéral négligeait ou ignorait la Saskatchewan au profit d'autres provinces, en particulier l'Ontario et le Québec, là où se trouve la majorité de la population du Canada. Ils ont été nombreux à parler d'un « décalage » ou d'une distance entre leur province et le gouvernement fédéral à Ottawa. Les participants ont mentionné souvent que la Saskatchewan était oubliée, ignorée, considérée comme sans importance ou non respectée, et certains ont dit que la relation avec le gouvernement fédéral était tendue, conflictuelle ou caractérisée par un manque de collaboration.

Appelés à se prononcer sur la question, la plupart des participants ont dit que, selon eux, le gouvernement fédéral traitait leur province injustement. Les participants ont mentionné qu'ils avaient l'impression que l'économie et les industries de la Saskatchewan ne bénéficiaient pas de suffisamment d'investissements et d'appui, que le centre du Canada faisait l'objet d'un traitement préférentiel et qu'il existait un parti pris contre l'Ouest, symbolisé par des paiements de transfert qui, selon eux, favorisaient inéquitablement l'Ontario et le Québec.

Invités à se prononcer sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour démontrer qu'il est à l'écoute des préoccupations de leur province, les participants de Regina ont dit qu'ils souhaitaient un traitement plus équitable, ayant l'impression que la Saskatchewan ne recevait pas les mêmes investissements et le même type de soutien que les autres provinces. Ils réclamaient également plus d'interaction et de collaboration entre la Saskatchewan et le gouvernement fédéral.

Projet de pipeline TMX

Outre la relation entre le gouvernement du Canada et leur province, les groupes de Regina se sont penchés sur un ensemble d'enjeux propres à cette partie du Canada, dont le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain (TMX).

Seuls quelques participants dans ces groupes avaient entendu parler du pipeline. Ces participants n'avaient pour la plupart qu'une connaissance superficielle du projet et certains ne le connaissaient que de nom. Les quelques participants qui étaient au courant du projet estimaient que la construction du pipeline ne serait probablement pas réalisée dans les délais prévus, compte tenu des retards et de l'opposition observés jusqu'à maintenant.

Paielements de péréquation

La plupart des hommes connaissaient la notion de « paiements de péréquation », mais seulement quelques femmes ont indiqué avoir entendu parler du programme. Parmi ceux qui le connaissaient, peu de participants étaient en mesure de décrire avec assurance et exactitude le fonctionnement du programme. La majeure partie des explications fournies portaient généralement sur le regroupement des contributions provinciales en fonction des revenus ou du PIB et le fait de prendre l'argent des provinces riches pour le redistribuer aux provinces moins nanties. Certains jugeaient que le système devrait être modifié, ayant l'impression que cette entente n'était pas profitable pour la Saskatchewan ou que celle-ci n'obtenait pas le même niveau d'investissements que les autres provinces. En raison du manque de connaissances des participants sur le fonctionnement du système, aucune suggestion concrète n'a été mise de l'avant sur les modifications ou améliorations qui devraient y être apportées.

Boycottage de l'industrie du canola canadien par la Chine

La connaissance de cet enjeu variait à Regina. Certains participants étaient au courant de cet enjeu et d'autres, non. La plupart n'en connaissaient pas les détails, outre les grands titres diffusés par les médias, mais quelques-uns étaient d'avis que cela faisait partie d'un différend diplomatique plus large entre le Canada et la Chine, lié à l'assignation à résidence d'une dirigeante chinoise. Quelques participants ont dit avoir entendu quelque chose également au sujet de préoccupations de la part de la Chine concernant la qualité du produit canadien. Peu de participants connaissaient l'impact de ce boycottage à l'échelle régionale ou la réaction du gouvernement fédéral en réponse à cette question, qu'il s'agisse du soutien qu'il consent aux agriculteurs ou de sa relation avec la Chine.

Dans un souci de clarté, quelques renseignements généraux ont été fournis aux participants et on leur a ensuite demandé de formuler leur avis sur ce que le gouvernement du Canada devrait faire. Ils ont été invités à examiner trois possibilités de réponse :

- faire des concessions, de façon à rétablir les exportations de canola canadien vers la Chine;
- exercer des représailles contre la Chine en imposant nos propres sanctions sur leurs produits;
- continuer de soutenir financièrement les agriculteurs, tout en tentant de négocier avec la Chine et de trouver une solution qui ne comprend ni concessions ni représailles.

La plupart ont répondu que le Canada devrait choisir la dernière option et poursuivre ses négociations avec la Chine, sans envisager de représailles ou de concessions, tout en continuant d'aider les agriculteurs, ce qui, dans une large mesure, leur semblait être l'approche la plus prudente et la plus constructive.

En ce qui concerne le fait d'accorder des concessions, quelques participants ont dit qu'il s'agirait peut-être de l'option pragmatique, étant donné la taille du marché chinois et l'importance du rôle de partenaire commercial que joue la Chine pour le Canada. Mais la plupart pensaient qu'il s'agit tout simplement d'une mauvaise idée qui nuirait aux intérêts canadiens et encouragerait la Chine à tirer profit de la volonté du Canada de capituler. Quelques-uns préféraient l'option des représailles, mais la

plupart pensaient que cette approche serait contre-productive, vu la taille du Canada, ne servant qu'à une escalade du conflit et à la prise de mesures de rétorsion par la Chine.

Priorité fédérale absolue pour la Saskatchewan

On a demandé aux participants de choisir, parmi les différents enjeux touchant spécifiquement l'Ouest du Canada qui ont été discutés — le projet de pipeline TMX, les paiements de péréquation et le boycottage du canola canadien par la Chine —, celui qui, à leur avis, devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada.

Même s'ils étaient nombreux à avoir peu entendu parler du programme antérieurement ou à en avoir une faible compréhension, la plupart ont choisi les paiements de péréquation. Les raisons évoquées par les participants sont le sentiment que la Saskatchewan recevait, de manière générale, un soutien insuffisant du gouvernement fédéral pour son économie et ses industries, ou, de l'avis de certains, pas aussi substantiel que celui offert aux autres provinces. Quelques-uns ont opté pour le projet de pipeline TMX, jugeant que le secteur pétrolier était essentiel à la subsistance des résidents de la province. Enfin, un petit nombre de participants ont choisi les négociations entourant le canola, en raison de leur importance pour l'agriculture, l'économie et le commerce avec la Chine.

Mine Frontier (Moncton, Montréal, région de York)

Une discussion plus approfondie sur la mine Frontier a eu lieu dans la région de York, à Moncton et à Montréal. Il convient de souligner que le 23 février 2020, Teck Resources a décidé de retirer sa demande pour le projet de sables bitumineux Frontier. Cette décision a été communiquée après la tenue des groupes de discussion dans ces villes.

La majorité des participants n'avaient pas entendu parler de la mine Frontier auparavant. On leur a fourni la description qui suit avant de leur demander ce qu'ils en pensaient :

La mine Frontier, qui fut proposée pour la première fois en 2011, serait la plus grande mine de sables bitumineux de l'histoire si le gouvernement fédéral l'approuvait. Ce projet pourrait créer jusqu'à 7 500 nouveaux emplois dans le secteur de la construction en Alberta, mais il constituerait également une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et pourrait ainsi compromettre la capacité du Canada à respecter ses engagements internationaux en matière de réduction de la pollution.

Opinions sur l'approbation ou le rejet du projet de mine Teck Frontier

En fonction de la description figurant ci-dessus, on a demandé aux participants si le gouvernement fédéral devait consentir à ce projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter son impact environnemental.

Les avis étaient partagés. Les participants de Montréal s'opposaient de manière généralisée à la mine, tandis que dans la région de York, la plupart estimaient que le gouvernement devrait approuver le projet dans la mesure où il s'accompagne d'engagements. À Moncton, les participants hésitaient entre ces deux options.

Les avantages économiques, la création d'emplois et les besoins en pétrole figurent parmi les principales raisons mentionnées par les participants qui appuyaient le projet. La plupart des participants étaient préoccupés au sujet des émissions et des efforts consentis par le Canada, pour atteindre ses cibles, mais croyaient qu'il serait possible de concilier les intérêts économiques et environnementaux, moyennant des efforts et une surveillance appropriés.

Parmi ceux qui se sont dits contre le projet, la plupart jugeaient qu'une mine de cette envergure, en raison des émissions qu'elle risque de produire, constituait un pas dans la mauvaise direction, qui ne cadrerait pas avec l'engagement du gouvernement fédéral à réduire les émissions de GES et à être un chef de file mondial en protection de l'environnement. Selon certains, 7 500 emplois, ce n'est pas suffisant pour justifier les coûts pour l'environnement. Beaucoup de participants ont avancé que si c'est une question d'emplois, il serait préférable d'en créer en investissant dans les secteurs d'activités et les technologies durables qui apportent des solutions pour lutter contre la pollution au lieu d'aggraver le problème. Certains participants de Moncton ont dit qu'ils avaient peu confiance que les entreprises respectent leurs engagements, en particulier celles du secteur pétrolier et gazier.

On a demandé aux participants de définir les conditions qu'ils aimeraient que l'entreprise satisfasse avant de donner suite au projet. Beaucoup d'entre eux ne savaient pas vraiment quoi répondre, surtout dans la région de York et à Moncton, où très peu d'idées ont été mises de l'avant. La majorité des participants étaient d'avis qu'il fallait limiter les émissions, mais seuls quelques-uns ont formulé des suggestions, notamment des investissements dans les technologies visant à réduire les émissions ou des initiatives écologiques comme planter des arbres pour compenser les effets de la pollution. À Montréal, les participants ont proposé un vaste éventail de mesures, y compris un dépôt de garantie en numéraire au titre des engagements, des mesures rigoureuses de surveillance et d'application de la réglementation, des évaluations indépendantes du rendement, la réduction de l'étendue de la mine et de ses activités et le fait de s'assurer que l'entreprise remette l'environnement naturel à l'état qu'il avait avant le projet.

Invités à dire si l'engagement de l'entreprise à compenser les émissions de manière à atteindre un niveau de zéro émission nette d'ici 2050 changerait ce qu'ils pensent du projet, quelques participants ont répondu par l'affirmative. Le plus souvent, ceux qui appuyaient déjà l'approbation de la mine mentionnaient que cela les confortait dans leur choix. Quelques femmes de Montréal qui avaient précédemment recommandé de rejeter le projet ont affirmé qu'elles changeraient d'idée si la cible de zéro émission nette pouvait être atteinte, étant donné que nous avons encore besoin de pétrole et

sommes en pleine transition. Toutefois, la plupart des autres ont précisé que leur opinion restait la même. Certains étaient perplexes quant à la signification de l'objectif de zéro émission nette et les moyens de l'atteindre ou de le calculer, tandis que d'autres se préoccupaient davantage de l'échéancier et trouvaient qu'un délai de 30 ans était vraiment trop long et que, pour être convaincant, l'engagement relatif à la cible de zéro émission nette devrait être respecté dans un délai plus rapproché.

Négociation d'un accord avec l'Alberta

On a dit aux participants que le gouvernement fédéral avait aussi la possibilité de négocier avec la province de l'Alberta afin de trouver un compromis qui permettrait à l'Alberta de bénéficier de l'élan économique de la nouvelle mine, en échange de sa participation aux programmes nationaux de lutte contre les changements climatiques. On a montré la liste suivante aux participants :

- Un engagement de la part de l'Alberta à fixer une limite ambitieuse sur la quantité d'émissions que la province peut produire et qui diminuerait avec le temps
- Une promesse que l'Alberta atteindra un taux de zéro émission nette de carbone d'ici 2050
- Une promesse que les compagnies pétrolières albertaines atteindront un taux de zéro émission nette de carbone d'ici 2050
- Un engagement que l'Alberta ne s'opposera pas au prix national sur la pollution par le carbone
- Un engagement de l'Alberta à planter un milliard d'arbres pour compenser les émissions du projet
- Un accord pour mettre en place un mécanisme de mise en application qui pénaliserait sévèrement l'Alberta ou toute entreprise qui ne respecterait pas ces engagements

On a demandé aux participants s'ils seraient favorables à ce que le gouvernement fédéral donne son approbation à la mine Frontier en échange d'un accord avec l'Alberta contenant la plupart ou la totalité des éléments ci-dessus. Certains, plus précisément ceux qui étaient d'accord avec l'approbation de la mine moyennant le respect de conditions, ont affirmé qu'ils appuieraient cet accord. Ils trouvaient que ce dernier scénario constituait une bonne approche ou qu'elle était du moins acceptable. Quelques participantes du groupe des femmes de Montréal qui s'opposaient auparavant à la mine (et qui avaient changé d'idée en raison de l'engagement à atteindre une cible de zéro émission nette d'ici 2050) ont dit qu'elles appuieraient également un accord avec l'Alberta s'il était assorti de ces conditions. Au sein des autres groupes, aucun des participants qui étaient contre le projet auparavant n'a revu sa position à la lumière de ces nouvelles conditions. Selon eux, pour certains éléments clés, le principal problème était que les promesses étaient vagues ou qu'elles ne constituaient que des demi-mesures, et non des engagements fermes ayant force obligatoire. Plusieurs participants ont formulé des doutes quant à l'adoption de mesures ou l'atteinte de résultats en vertu de ces modalités. Même ceux qui avaient signifié leur appui envers cet accord souhaitaient que l'Alberta et l'industrie s'engagent plus fermement à protéger l'environnement.

Exercice : Conditions

À partir de la liste ci-dessus, les participants ont été invités à indiquer leurs deux premiers choix, par ordre d'importance, concernant les conditions à exiger dans l'accord avec l'Alberta au sujet de la mine Frontier. On leur a aussi demandé d'indiquer leurs deux derniers choix et d'expliquer leurs choix.

Les résultats ci-dessous sont classés par ordre d'importance selon le nombre de participants qui les ont inclus dans leurs premiers choix. Dans l'ensemble, les participants aimaient les priorités qui prévoyaient des *engagements* à réduire les émissions, et les mentions relatives à un mécanisme de mise en application et des pénalités. Ils avaient tendance à ne pas aimer les *promesses* ni les éléments qu'ils considéraient comme vagues ou les formulations ambiguës. Pour beaucoup, l'année 2050 semble lointaine et la plupart n'aimaient pas les mentions relatives à un prix sur la pollution par le carbone.

- **Un accord pour mettre en place un mécanisme de mise en application qui pénaliserait sévèrement l'Alberta ou toute entreprise qui ne respecterait pas ces engagements.** Cet énoncé était le premier choix de la majorité des participants, qui l'aimaient parce qu'il mettait résolument l'accent sur les mesures d'application et les pénalités. Beaucoup de participants ont souligné l'importance d'inclure ces éléments aux conditions du projet. Ils aimaient la responsabilisation et la transparence implicite, des caractéristiques qu'ils jugeaient importantes et qui offraient une forme de garanties quant à la volonté d'aller jusqu'au bout. Certains réclamaient des sanctions sévères, et la plupart estimaient que les pénalités et un mécanisme général de mise en application étaient des éléments importants pour garantir un accord.
- **Un engagement de la part de l'Alberta à fixer une limite ambitieuse sur la quantité d'émissions que la province peut produire et qui diminuerait avec le temps.** Les participants ont également désigné cette condition comme priorité absolue. Ils aimaient l'utilisation du terme « engagement » en ce qui a trait à la volonté de réduire les émissions. Certains appréciaient l'établissement d'une limite « ambitieuse » en matière d'émissions. Quelques-uns trouvaient que c'était bien que l'engagement vienne de la province de l'Alberta, au lieu de l'industrie. D'autres étaient d'avis que le qualificatif « ambitieuse » était trop vague et laissait place à l'interprétation. La majorité des participants souhaitaient avoir le sentiment que des engagements plus fermes seront pris pour réduire les émissions. Beaucoup étaient préoccupés par la concrétisation des mesures et la responsabilisation en la matière.
- **Une promesse que l'Alberta atteindra un taux de zéro émission nette de carbone d'ici 2050.** Les avis concernant cette condition ont été partagés et elle a figuré moins souvent dans les deux premiers choix des participants que les autres conditions ci-dessus. Certains ne saisissaient pas le sens de « zéro émission nette », ce qui nuisait à la compréhension initiale qu'ils avaient de cet engagement. Cependant, ils étaient nombreux à aimer l'idée après avoir entendu les autres participants en parler quand ils expliquaient pourquoi cette condition figurait dans leurs deux premiers choix. Certains aimaient le fait que cette condition était précise, assortie d'une cible et constituait un pas dans la bonne direction. Plusieurs

participants aimaient que leur province, dans son ensemble, prenne cet engagement, mais pas l'utilisation du terme « promesse » qui était trop léger ou vague. Enfin, quelques participants ont également formulé des préoccupations à propos de l'horizon temporel et jugeaient que 2050 est trop loin.

- **Une promesse que les compagnies pétrolières albertaines atteindront un taux de zéro émission nette de carbone d'ici 2050.** Les participants ont été encore moins nombreux à placer cette condition dans leurs deux premiers choix. Certains l'ont mise au dernier rang. Encore une fois, les participants n'avaient pas une compréhension immédiate du concept de « zéro émission nette » et même s'ils aimaient l'idée une fois qu'on leur en avait donné la définition, leurs avis étaient partagés quant à savoir si ces engagements devaient être pris par les compagnies pétrolières, plutôt que par le gouvernement. Selon certains, il était plus logique que les entreprises qui produisent des émissions soient responsables de les réduire, de faire preuve de transparence et d'être pénalisées. D'autres aimaient l'autorité et le poids associés au fait que le gouvernement de l'Alberta soit partie à l'accord. La question du choix du terme « promesse » au lieu d'« engagement » a été soulevée de nouveau par rapport à cette condition, tout comme l'horizon à long terme fixé pour l'atteinte des objectifs.
- **Un engagement que l'Alberta ne s'opposera pas au prix national sur la pollution par le carbone.** Les participants étaient partagés sur cette priorité. Certains aimaient cette condition et estimaient qu'il était important que la province de l'Alberta et le gouvernement du Canada travaillent ensemble à l'élaboration de stratégies pour réduire les émissions et à l'atteinte des cibles à cet égard. D'autres auraient préféré qu'on ne fasse pas mention d'un prix sur la pollution par le carbone et d'un programme qui, selon eux, serait contesté ou possiblement inefficace.
- **Un engagement de l'Alberta à planter un milliard d'arbres pour compenser les émissions du projet.** Très peu de participants ont désigné cette condition parmi leurs premiers ou derniers choix. Les participants qui la jugeaient importante ont mentionné la possibilité de planter immédiatement les arbres et le caractère concret, précis et vérifiable de cette initiative. Ils aimaient qu'on puisse la mettre en œuvre tout de suite, ainsi que son côté positif. De plus, ils comprenaient le rôle joué par les arbres dans l'élimination du dioxyde de carbone de l'air. Ces participants étaient pour la plupart de la région de York. D'autres doutaient de l'efficacité éventuelle de ce genre d'initiatives. Les participants de Moncton et de Montréal ne la trouvaient aucunement controversée ou inacceptable, seulement moins importante et intéressante.

Programme canadien de prêts aux étudiants (Moncton, Nanaimo)

Connaissance et compréhension du Programme canadien de prêts aux étudiants

Les participants des deux villes étaient nombreux à connaître ce programme par son nom. La majorité des participants en avaient entendu parler et étaient un peu au courant du programme et de ses caractéristiques. Cependant, la plupart des participants l'associaient spontanément à l'endettement et à un lourd fardeau financier à assumer pendant de nombreuses années, qu'il pouvait être difficile de rembourser. Les participants de ces groupes avaient tendance à formuler d'abord des commentaires négatifs. Autrement, la majorité des participants ont décrit le programme comme un prêt accordé pour aider à acquitter le coût des études postsecondaires, en fonction des besoins financiers et dont le montant dépend du revenu des étudiants, de celui des parents ou des deux. La plupart avaient une assez bonne idée de ce en quoi consistait le programme, même si certains étaient perplexes quant à savoir si le programme offrait des bourses, en plus de prêts. Certains ont décrit les prêts comme étant sans intérêt pendant que les étudiants sont inscrits dans un établissement d'enseignement et mentionné que les étudiants bénéficiaient ensuite d'une période de grâce après l'obtention de leur diplôme et selon de nombreux participants, d'un taux d'intérêt plus avantageux que celui d'un prêt ordinaire. D'autres ont dit qu'à leur connaissance, le taux d'intérêt et le calendrier de remboursement dépendaient du revenu et de la capacité de payer. Sauf une certaine frustration au sujet de la nécessité de s'endetter, ils étaient nombreux à croire en l'utilité du programme et certains étaient d'avis qu'il était équitable ou meilleur que celui des États-Unis.

Exercice : Changement de nom

On a dit aux participants que le gouvernement du Canada envisageait de changer le nom de ce programme. La liste de noms potentiels suivants a ensuite été remise aux participants :

- Bourses et prêts d'études du Canada
- Soutien aux étudiants canadiens
- Aide canadienne aux études
- Aide canadienne au financement des études

À partir de la liste ci-dessus, les participants ont été invités à indiquer le nom qu'ils préféraient, leur deuxième choix et les noms qu'ils n'aimaient pas pour le programme. Les résultats ci-dessous sont classés par ordre d'importance en fonction des noms que le plus grand nombre de participants ont retenus comme premier choix. Ils sont accompagnés d'explications des participants qui les ont classés en tête de liste et de commentaires sur les noms qu'ils n'aimaient pas.

Bourses et prêts d'études du Canada

Ce nom était le premier choix d'une majorité de participants, qui en aimaient la simplicité et le fait qu'il décrit clairement le programme. Des participants appréciaient la mention des bourses et l'indication qu'elles étaient offertes par le programme, car ils n'en étaient pas certains auparavant et estimaient que c'était une bonne idée de les inclure dans le nom. Parmi ceux qui n'aimaient pas ce nom, certains trouvaient que la nouvelle mention des bourses pouvait induire en erreur, car ils présumaient que très peu d'étudiants seraient admissibles à une bourse et que la majeure partie de l'aide financière octroyée par le programme prendrait la forme d'un prêt. Dans la foulée de certains commentaires antérieurs faisant état d'une frustration relative à la dette, quelques participants pensaient qu'il fallait retirer le volet des prêts du programme (et du nom), de sorte que la totalité de l'aide financière serait offerte sous forme de bourse.

Aide canadienne au financement des études

Ce nom suivait de près en deuxième place. Les participants aimaient ce nom, car il était court et allait droit au but, selon eux. Ils aimaient l'expression et l'accent mis sur l'« aide au financement ». En revanche, les quelques participants qui n'étaient pas emballés par ce nom trouvaient que l'expression pouvait laisser entendre que les étudiants avaient accès à de l'argent et d'autres formes de soutien que les bourses et les prêts, ce qui, à leur avis, pouvait prêter à confusion ou être trompeur.

Aide canadienne aux études

Très peu de participants ont désigné ce nom comme premier ou deuxième choix. La plupart des participants trouvaient le terme « aide » vague et jugeaient qu'il donnait l'impression que le nom était incomplet, créait de la confusion ou manquait de précision. Ils étaient beaucoup plus nombreux à ne pas aimer ce nom qu'à le mettre dans leurs deux premiers choix.

Soutien aux étudiants canadiens

Les résultats et commentaires pour cette expression sont semblables à ceux du nom précédent, beaucoup de participants ayant indiqué que le terme « soutien » est encore plus imprécis et source de confusion. Certains trouvaient que cela laissait penser que de l'aide sociale ou de l'aide à l'emploi et à la recherche d'emploi étaient offertes.

Invités à se prononcer sur les modifications ou améliorations qui devraient être apportées aux noms ci-dessus, la plupart des participants ont formulé plutôt des commentaires sur le changement de nom, en disant qu'ils n'y étaient pas favorables. Beaucoup de participants s'entendaient pour dire qu'il n'était pas nécessaire de changer le nom. Ils trouvaient que le nom actuel était correct et qu'aucun des nouveaux noms proposés ne constituait une telle amélioration qu'il justifiait la mise en œuvre d'un projet qui nécessiterait un investissement important en argent, en temps et en efforts de la part du gouvernement.

Coronavirus (Montréal, région de York, Regina, Nanaimo)

Connaissance et compréhension du coronavirus

Tous les participants avaient entendu parler du coronavirus. La plupart d'entre eux étaient très sensibilisés à cette question et avaient suivi dans une certaine mesure la couverture médiatique qui en était faite. Bon nombre de participants disaient chercher activement des informations à ce sujet.

Bien que le niveau d'information ou d'implication variait, la majorité des participants connaissaient les principaux détails et avaient une compréhension de base de la situation et d'un ensemble d'enjeux liés au virus. Ils savaient par exemple qu'aucun traitement n'existait contre le virus et connaissaient la menace potentielle qu'il posait, son origine, sa propagation et les principaux modes de transmission et méthodes de prévention.

Plus particulièrement, la majorité des participants comprenaient, en général, que la maladie à coronavirus était une affection respiratoire dont les modes de transmission et les symptômes s'apparentaient à ceux d'un rhume ou d'une grippe, pour laquelle il n'existait aucun traitement ni vaccin à l'heure actuelle. Ils savaient que cette maladie était apparue d'abord en Chine avant de se propager à d'autres pays, et finalement au Canada. La plupart des participants étaient au courant que les gouvernements et les organismes de santé du Canada et d'ailleurs dans le monde suivaient l'évolution de la maladie et s'y préparaient compte tenu de la menace importante qu'elle pouvait présenter pour la santé publique. De plus, la majorité des participants savaient qu'il y avait de plus en plus de cas et de décès dans le monde.

Les participants avaient entendu parler de Canadiens infectés, y compris des voyageurs à l'étranger, dont certains avaient été rapatriés au pays par vol nolisé à la demande du gouvernement fédéral. Ils étaient au fait d'un certain nombre de cas confirmés au Canada et des mesures de dépistage et de mise en quarantaine implantées pour aider à détecter et à contenir le virus.

En ce qui concerne la transmission et la prévention, la plupart des participants savaient que de se laver les mains, de ne pas se toucher le visage et de rester à l'écart des personnes présentant des symptômes de la maladie étaient les principales mesures à employer pour réduire le risque de contracter et de propager le virus.

Confusion et questions

Les informations dont disposaient les participants étaient parfois incohérentes, incertaines ou inexacts. Ils étaient nombreux à avoir des questions et à manquer d'informations sur au moins quelques enjeux ou à mentionner le caractère sensationnaliste ou peu fiable de la couverture médiatique. Même si la plupart des participants reconnaissaient qu'une certaine confusion semblait

régner, personne n'a mentionné un besoin pressant d'avoir des précisions ou des informations, ailleurs que dans les nouvelles, étant donné qu'ils pensaient que le risque auquel eux-mêmes ou l'ensemble de la population canadienne s'exposaient était faible.

Beaucoup ont indiqué vouloir être au courant de l'évolution de la situation concernant le virus, sa propagation et le risque qu'il présente pour le Canada, eux-mêmes et leurs familles. Certains tenaient à en savoir davantage sur les risques associés aux voyages ou si des mises à jour étaient disponibles sur les informations relatives à la transmission, à la prévention ou au traitement. Quelques participants manifestaient de la curiosité à propos de l'origine du virus et avaient entendu dire qu'il était lié à un marché d'animaux vivants ou à la consommation d'animaux comme le serpent ou la chauve-souris. Compte tenu de ce qui précède, certains se demandaient si le virus pouvait être transmis par les animaux, la nourriture ou les animaux de compagnie.

Les participants ont posé des questions sur la létalité du virus. Quelques participants s'interrogeaient quant à savoir si le virus était plus ou moins mortel que le SRAS ou la grippe. Un petit nombre de participants disaient ne pas avoir confiance en l'information venant de la Chine et se demandaient si la gravité et les risques n'étaient pas sous-déclarés.

Interrogés directement sur le type d'informations supplémentaires qu'ils souhaiteraient obtenir, les participants ont pour la plupart dit vouloir être au courant de tout changement et des nouvelles informations concernant la propagation du virus, sa gravité, les risques qu'il présente et les méthodes de prévention et de traitement.

Sources d'information

Les participants obtenaient de l'information sur le coronavirus de sources très variées. Ils se renseignaient dans les médias traditionnels comme CBC/Radio-Canada, CTV, Global et CP24, et d'autres médias nationaux et internationaux grand public auxquels ils accédaient depuis les publications de médias sociaux. Ils utilisaient aussi les agrégateurs de nouvelles tels que Google et Apple. De nombreux participants ont mentionné le bouche-à-oreille entre eux et la famille, les amis et les collègues ainsi que les communications que certains recevaient des établissements d'enseignement et des employeurs. Les publications diffusées directement sur les médias sociaux par les professionnels, les commentateurs, les responsables et les organismes du secteur de la santé et les dirigeants gouvernementaux figuraient aussi parmi les sources indiquées.

Au moins quelques participants de chaque groupe ont indiqué avoir cherché des informations sur le coronavirus. Les participants de Nanaimo ont été les plus nombreux à le faire. Le plus souvent, les participants ont mentionné être à la recherche d'informations de base sur les symptômes, la transmission et les méthodes de protection et de mises à jour sur les cas actuels en Chine, au Canada et dans les autres pays. Certains tenaient à connaître le nombre de décès ou les mises à jour de l'Organisation mondiale de la Santé, des gouvernements et d'autres sources sur l'évolution de la situation et les évaluations concernant le virus, de même que sur les stratégies de préparation et de confinement. D'autres souhaitaient trouver de l'information sur les traitements et les causes.

Pour ce qui est des sources d'information employées pour faire des recherches proactives, certains participants ont mentionné des médias grand public comme CBC/Radio-Canada et CTV, l'Organisation mondiale de la Santé, les médias sociaux et les recherches sur Google, mais ils étaient nombreux à ne pas se souvenir de la source. Certains disaient se renseigner auprès de différentes sources nationales et internationales, dont la plupart étaient des médias dignes de foi ou des organismes officiels.

Lorsqu'on leur a demandé où ils avaient l'intention de chercher de l'information pour obtenir les dernières nouvelles sur le virus, par exemple sur la propagation, la gravité, les risques, la prévention et le traitement, les participants ont mentionné les médias grand public et Google, ainsi que l'Organisation mondiale de la Santé, le gouvernement du Canada, en général, et, plus précisément, Santé Canada.

Gravité au Canada

La majorité des participants estimaient qu'il ne fallait pas prendre le coronavirus à la légère, mais ne croyaient pas que c'était un enjeu particulièrement sérieux au Canada. Les participants ont évoqué le petit nombre de cas, constitués surtout de voyageurs de l'Asie, et trouvaient que le gouvernement et les responsables de la santé géraient assez bien la situation. Seuls quelques participants craignaient que la situation n'empire et présente un risque accru pour les Canadiens. Toutefois, la plupart avaient l'impression que le virus avait atteint un plateau ou était circonscrit, dans l'ensemble, et que ni le Canada ni la population canadienne ne seraient gravement touchés par le virus.

De même, lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure ils étaient inquiets personnellement au sujet du virus, la plupart ont répondu avoir peu d'inquiétudes. Certains reconnaissaient être plus inquiets et s'intéresser davantage aux nouvelles à propos du virus, mais ceux qui étaient les plus préoccupés avaient l'impression que la situation pouvait s'aggraver, et présenter à ce moment-là un risque réel.

Beaucoup de participants avaient confiance que même si l'enjeu s'aggravait, les gouvernements et les responsables de la santé publique avaient des mesures en place pour réagir efficacement, y compris des communications au public, des tests de dépistage et des mises en quarantaine. De plus, de nombreux participants pensaient que la maladie était bénigne dans la plupart des cas. Certains avaient des questions au sujet des voyageurs de régions touchées qui arrivaient au Canada et se demandaient s'il fallait s'en préoccuper et restreindre les voyages. Plusieurs considéraient que les voyages, les aéroports et les avions exposaient les personnes à un risque accru, surtout dans les régions touchées.

Peu de participants ont exprimé de l'inquiétude quant aux risques auxquels ils étaient eux-mêmes exposés, mais plusieurs participants ont indiqué avoir modifié leurs comportements pour aider à les réduire, particulièrement ceux de la région de York, de Montréal et de Nanaimo. Chez la majorité des participants, cela impliquait principalement de se laver et se désinfecter les mains plus souvent, de nettoyer les surfaces, comme les bureaux au travail et les poignées des chariots d'épicerie, et de ne pas toucher les mains courantes ni les poignées de porte en public. Quelques participants ont mentionné avoir porté un masque et certains ont dit qu'ils étaient plus conscients des risques et prenaient plus de précautions lors de leurs déplacements. D'autres ont admis s'être tenus à l'écart de personnes d'origine chinoise et certains se sont dits préoccupés par des comportements racistes envers les

Chinois. Beaucoup de participants ont indiqué qu'ils n'avaient pas modifié leur comportement et ne se sentaient pas à risque ou faisaient légèrement plus attention aux habitudes qu'ils avaient déjà prises pour éviter d'attraper le rhume ou la grippe.

Réponse du gouvernement du Canada

Selon la plupart des participants, le gouvernement du Canada faisait un bon travail pour informer les Canadiens au sujet du coronavirus et les protéger contre le virus. Même si certains trouvaient qu'il avait pris un peu de temps à réagir au début, particulièrement en ce qui concerne les voyageurs qui arrivaient de Chine, la majorité des participants convenaient que le gouvernement avait, en général, réagi de manière prudente et mesurée. Un grand nombre de participants avaient confiance en la capacité du gouvernement, des responsables de la santé publique et des professionnels de la santé au Canada à assurer une gestion et une surveillance efficaces de l'enjeu. Beaucoup d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement faisait preuve de transparence et réagissait de façon appropriée. Certains estimaient qu'il était trop tôt pour évaluer la réponse du gouvernement et qu'il faudrait attendre.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pourrait faire à leur avis, les participants souhaitaient que les responsables tiennent le public informé et continuent de surveiller et de gérer les menaces et de contribuer aux efforts de mise au point d'un vaccin. Certains ont mentionné que des mesures, notamment des mises en quarantaine, pouvaient être implantées, le cas échéant, et certains pensaient que le gouvernement devrait songer à restreindre les arrivées de voyageurs, en particulier en provenance de la Chine, et à fermer les frontières, au besoin.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

**Privy Council Office
Recruiting Script – February 2020
(Feb. 6, 2020)**

Recruitment Specifications Summary

- Total of 12 groups
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 10 participants for 8 to show
- Incentives will be \$90 per person
- Groups split by gender. Ensure good mix by age (all 18+), marital status, education and income.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	LOCATION		LANG.	DATE	TIME	COMPOSITION	MODERATOR
1	York Region	Novotel North York 3 Park Home Ave North York, ON M2N 6L3	English	Tues. Feb. 11 th	5:30-7:30	Women	T. Woolstencroft
2					8:00-10:00	Men	
3	Montreal	MBA Recherche 1470 Peel St, Suite 800 Montreal, QC H3A 1T1	French	Wed. Feb. 12 th	5:30-7:30	Women	M. Proulx
4					7:45-9:45	Men	
5	Moncton	Narrative Research 68 Highfield St, Suite 101 Moncton, NB E1C 5N3	English	Thurs. Feb. 13 th	5:30-7:30	Women	T. Woolstencroft
6					7:45-9:45	Men	
7	Nanaimo	Vancouver Island Conference Centre 101 Gordon Street Nanaimo, BC V9R 5J8	English	Tues. Feb. 18 th	5:00-7:00	Women	D. Nixon
8					7:30-9:30	Men	
9	Whitehorse	Coast High Country Inn 4051-4th Ave Whitehorse, YT Y1A 1H1	English	Thurs. Feb. 20 th	5:00-7:00	Women	D. Nixon
10					7:30-9:30	Men	
11	Regina	Meetings by Tangerine 2230 14th Avenue Regina, SK S4P 0X8	English	Mon. Feb. 24 th	5:30-7:30	Women	D. Nixon
12					8:00-10:00	Men	

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE AND CONTINUE

English

French **GROUP 3 OR 4 ONLY IN MONTREAL**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. Gender: **DO NOT ASK. RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE GROUP 2, 4, 6, 8, 10, 12
Female	CONTINUE GROUP 1, 3, 5, 7, 9, 11

3. In which City do you reside?

Vaughan, Markham, Richmond Hill, Newmarket, King, Aurora, East Gwillimbury, Georgina	+ FEMALE = GROUP 1 + MALE = GROUP 2
Montreal	+FRENCH + FEMALE = GROUP 3 +FRENCH + MALE = GROUP 4
Moncton	+ FEMALE = GROUP 5 + MALE = GROUP 6
Nanaimo (or surrounding area)	+ FEMALE = GROUP 7 + MALE = GROUP 8
Whitehorse (or surrounding area)	+ FEMALE = GROUP 9 + MALE = GROUP 10
Regina	+ FEMALE = GROUP 11 + MALE = GROUP 12
Other	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.

3a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

4. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	RECORD AND CONTINUE

25-34	
35-44	
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH SUBGROUP.

5. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of eight to ten participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

6. How comfortable are you in expressing your views in public, reading written materials or looking at images projected onto a screen?

Very Comfortable

Somewhat Comfortable

Somewhat Uncomfortable

Very Uncomfortable

THANK AND END

THANK AND END

7. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.11**

8. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

9. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

10. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time, date, and location.

11. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

12. Which of the following categories best describes your total household income? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

13. During the discussion, you could be asked to look at materials that are pinned up on a wall and to read handouts or other materials in print. You will also be asked to actively participate in a conversation about these materials. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating in the discussion? You may also be asked to write down a few thoughts on paper. Are you comfortable writing in (English/French)?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

14. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for

your participation. Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures. We will ask you to provide your explicit consent by signing a note to this effect when you arrive at the group.

Would you be willing to attend?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END

The group will be held at: **[INSERT LOCATION]**

We will be calling you back to verify the information given and will confirm this appointment the day before. May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

We ask that you arrive 10-15 minutes prior to the beginning of the session and identify yourself to our staff who will gladly welcome you. Please bring photo identification with you, so that we make sure only people who have been invited participate in the group. You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – février 2020
(6 février 2020)

Résumé des consignes de recrutement

- Total de 12 groupes.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de dix participants pour assurer la présence d’au moins huit personnes.
- L’incitatif sera de 90 \$ par personne.
- Groupes distincts pour les hommes et les femmes. Groupes diversifiés en fonction de l’âge (18 ans et plus), de l’état matrimonial, de l’éducation et du revenu.

N° DU GROUPE	LIEU		LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
1	Région de York	Novotel North York 3 Park Home Ave North York, ON M2N 6L3	Anglais	Mercredi 8 février	5:30-7:30	Femmes	T. Woolstencroft
2					8:00-10:00	Hommes	
3	Montréal	MBA Recherche 1470 Peel St, Suite 800 Montreal, QC H3A 1T1	Français	Jeudi 9 février	5:30-7:30	Femmes	M. Proulx
4					7:45-9:45	Hommes	
5	Moncton	Narrative Research 68 Highfield St, Suite 101 Moncton, NB E1C 5N3	Anglais	Mardi 14 février	5:30-7:30	Femmes	T. Woolstencroft
6					7:45-9:45	Hommes	
7	Nanaimo	Vancouver Island Conference Centre 101 Gordon Street Nanaimo, BC V9R 5J8	Anglais	Lundi 20 février	5:00-7:00	Femmes	D. Nixon
8					7:30-9:30	Hommes	
9	Whitehorse	Coast High Country Inn 4051-4th Ave Whitehorse, YT Y1A 1H1	Anglais	Mercredi 22 février	5:00-7:00	Femmes	D. Nixon
10					7:30-9:30	Hommes	
11	Regina	Meetings by Tangerine 2230 14th Avenue Regina, SK S4P 0X8	Anglais	Jeudi 23 février	5:30-7:00	Femmes	D. Nixon
12					8:00-10:00	Hommes	

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, mon nom est **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous appelle du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais

Français **GRUPE 3 OU 4 SEULEMENT À MONTRÉAL**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion en vue d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Sexe : **NE PAS DEMANDER. NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme	CONTINUER GROUPES 2, 4, 6, 8, 10, 12
Femme	CONTINUER GROUPES 1, 3, 5, 7, 9, 11

3. Dans quelle ville habitez-vous ?

Vaughan, Markham, Richmond Hill, Newmarket, King, Aurora, East Gwillimbury, Georgina	+ FEMME = GROUPE 1 + HOMME = GROUPE 2
Montréal	+ FRANÇAIS + FEMME = GROUPE 3 + FRANÇAIS + HOMME = GROUPE 4
Moncton	+ FEMME = GROUPE 5 + HOMME = GROUPE 6
Nanaimo (ou les environs)	+ FEMME = GROUPE 7 + HOMME = GROUPE 8
Whitehorse (ou les environs)	+ FEMME = GROUPE 9 + HOMME = GROUPE 10
Regina	+ FEMME = GROUPE 11 + HOMME = GROUPE 12
Other	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE] ?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante ?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	NOTER L'ÂGE ET CONTINUER
25 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE SOUS-GROUPE

5. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de huit à dix participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

6. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise pour exprimer votre opinion en public, lire des documents, ou regarder des images projetées sur un écran ?

Très à l'aise

Assez à l'aise

Assez mal à l'aise

Très mal à l'aise

REMERCIER ET CONCLURE

REMERCIER ET CONCLURE

7. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent ?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.11**

8. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé ?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

9. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

10. Et sur quels sujets portaient-ils ?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES :

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure, la date et le lieu.

11. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint ?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

12. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage — c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt ?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir examiner du matériel affiché au mur et lire de la documentation imprimée. On vous demandera également de participer activement aux discussions portant sur ce matériel. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion ? On pourrait aussi vous demander de noter quelques réflexions sur papier. Êtes-vous à l'aise pour écrire (en français/en anglais) ?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALA UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER

EFFICACEMENT, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo ?
- Oui
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion, qui aura lieu le [DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]. La rencontre durera deux heures et vous recevrez 90 \$ pour votre participation. Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous avez donné votre consentement à ces modalités. Nous vous demanderons de nous donner votre consentement explicite en signant une confirmation à cet effet à votre arrivée dans le groupe.

Est-ce que vous accepteriez de participer ?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Le groupe de discussion aura lieu à : [DONNER L'ADRESSE]

Nous vous rappellerons la veille de la rencontre pour confirmer le rendez-vous et les renseignements fournis. Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails ?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse Courriel :

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir vous présenter pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver une personne pour vous remplacer.

Nous vous prions d'être sur les lieux au moins dix à quinze minutes avant le début de la rencontre et de vous présenter à notre personnel, qui se fera un plaisir de vous accueillir. Veuillez apporter une pièce d'identité avec photo ; cela nous permettra de vérifier que seules les personnes invitées participent au groupe. Il est possible que vous deviez revoir du matériel durant le cours de la discussion. Si vous nécessitez des lunettes, veuillez les apporter à la discussion. Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B — Guides de discussion

MODERATOR'S GUIDE – February 2020

INTRODUCTION (10 minutes) ALL LOCATIONS

GC NEWS (5 minutes) ALL LOCATIONS

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada lately?

PROMPT AS NEEDED: ASK IN WHITEHORSE AND REGINA

- Have you seen, read or heard anything about the Wet'suwet'en protests?
 - Have you heard anything about how the Government of Canada has responded?
 - Do you think the government has responded appropriately?
 - What else, if anything, should the Government of Canada be doing to address the situation?

PROMPT AS NEEDED: ASK IN REGINA

- Have you seen read or heard anything recently about the Teck Frontier Mine project in Northern Alberta? Has a decision been made if it will go forward?
 - If aware it is not going forward: based on what you know why did Teck decide to withdraw their proposal?
 - Do you think this was the right decision?
 - Does this outcome mean anything for the future of the oil industry in Canada?

BUDGET (30 minutes) ALL LOCATIONS EXCEPT WHITEHORSE

- Have you heard, read or seen anything about the upcoming federal government Budget that will outline the spending priorities for the government for the next fiscal year?
- Based on what you have seen, read or heard about the federal government, what would you expect to see included in the upcoming federal Budget?
- What topic do you think the federal government should focus on the most when making spending priorities in the upcoming Budget?
- **HANDOUT:** The following is a list of possible themes that the government could choose to focus on when making the new Budget. I want you to put a '1' beside the theme you would most like to see the government adopt and a '2' beside your second choice. If there are any that you think would be a bad theme for a Budget, put an 'x' beside them.
 - A Climate Budget

- A Budget to Grow the Middle Class
 - A Budget to Make Life More Affordable
 - A Healthcare Budget
 - A Well-Being Budget
 - A Budget for Living Within our Means
 - An Innovation Budget
 - A Budget for Improving Quality of Life
- Which theme did you put a '1' beside? Why?
 - Were there any that you put an 'x' beside? Why?
 - If the federal government were to move forward with a “climate budget”, what type of spending and policies would you expect to see included in the Budget? **NOTE TO MODERATOR: TRY TO GET A SENSE OF WHAT PARTICIPANTS WANT TO SEE INCLUDED IN BUDGET (E.G. MORE INFRASTRUCTURE SPENDING).**
 - What would the difference be, if any, between a “climate budget” and an “environment budget”? Which of these two would you rather the Government of Canada pursue?
 - If the federal government were to move forward with a Budget focused on “improving quality of life”, what type of spending and policies would you expect to see included in the Budget?

NORTHERN ISSUES (55 minutes) ASK IN WHITEHORSE

- What are the most important local issues in Whitehorse? **LIST ON WHITE BOARD**
 - **FOR EACH:** Why is it important? What needs to be done? **PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT**
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact on Whitehorse?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on Whitehorse?
- And what does Whitehorse need in terms of infrastructure?
 - What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
 - Have you heard about the Atlin Hydro expansion? What have you heard? Do support the expansion of this project?
 - Should the federal government be doing more to support the hydroelectric industry in the Yukon?

- What are the biggest challenges related to housing in Whitehorse?
 - Has the federal government done anything to improve housing conditions in Whitehorse in the past few years?
 - What more should the federal government be doing?

- Have you heard anything about Canada's Arctic and Northern Policy Framework (ANPF)?

CLARIFY AS NEEDED

The Arctic and Northern Policy Framework is a new Government of Canada vision that will help make sure Canada's national and international priorities fit with the priorities of Indigenous peoples and Northern residents. Essentially, decisions that affect the northern communities will include federal, territorial and Indigenous partners so that decisions are made in a more shared way. This is sometimes referred to as an integrated decision-making process.

- With that in mind, what do you think a more integrated decision-making process between federal, territorial and indigenous leadership should look like?

Next, I'm going to list several issues that involve the federal government:

- Have you heard anything about the travel deduction that can be claimed by northern residents when filing taxes?

- Have you heard anything that the federal government has done recently involving reconciliation with Indigenous communities?
 - What else should the government be doing when it comes to reconciliation in the Yukon?

- Have you heard anything recently about federal government immigration policies in the north?
 - Do changes need to be made to the current government approach?

- Have you heard anything recently about government investments in post-secondary education? About skills training programs?
 - What else could the federal government do to improve educational outcomes in the Yukon?

- Have you heard anything recently about federal government plans to restrict access to certain types of firearms?
 - The federal government has proposed a ban on assault rifles in Canada. Do you think Canadians should have access to assault rifles?
 - Would you support a program where the federal Government buys back all assault rifles currently owned by Canadians to remove them from circulation?

ENVIRONMENT (45 minutes) ALL LOCATIONS

- What have you seen, read or heard about the environment lately?
 - And have you seen, read or heard about anything related to the Government of Canada and the environment recently?

- **HANDOUT:** The following is a list of things that the Government of Canada could do, or has already done in order to protect the environment in Canada. From the list, I want you to circle the three items that you think would make the most positive impact on the environment, and put a star beside the item that you think the Government of Canada should prioritize the most.
 - Banning all single-use plastics in Canada
 - Conserving and protecting 25% of Canada's land and 25% of Canada's oceans
 - Educating Canadians on actions they can take to reduce their own carbon footprint
 - Financially supporting a transition to more energy efficient cars and trucks
 - Funding companies with innovative green technology projects
 - Implementing an Oceans Protection Plan to protect and clean up Canada's coastlines
 - Introducing a national price on carbon pollution, also known as a carbon tax
 - Phasing out all use of coal for electricity
 - Planting 2 billion new trees
 - Regulating the oil and gas sector to reduce the amount of emissions by the industry
 - Taking leadership on international climate change agreements with other countries.

- Which item did you put a star beside? Why?

- Are there any items on the list that you think it would be a bad idea for the Government to implement?

- Other than the items on the list, is there anything else the Government should be doing to protect the environment?

In 2016 the Government of Canada announced a plan to ensure a price on carbon pollution across the country, giving each province and territory the flexibility to develop a system that works for their circumstances, provided it meets the federal standard. In the five provinces that currently do not meet this standard – Ontario, Saskatchewan, Manitoba, New Brunswick*, and Alberta – the federal pricing system is currently in place. Under the federal system, the fuel charge rate started last year at \$20 per tonne of carbon dioxide emissions and will be \$30 per tonne starting in April. For gasoline purchases, \$30 per tonne represents 6.6 cents a litre. However, the carbon tax and rebate are scheduled to increase each year, reaching \$50 per tonne which represents about 11 cents per litre in 2022 with an average rebate of \$500.

- So far, the federal government plan only outlines the plan through 2022, and the federal government will then have to either continue to increase the price on carbon, freeze it at \$50, lower it, or eliminate it entirely. Based on what you know so far about the plan, what would you recommend they do?
- Turning away from what Government can do to address environmental issues to focus on your personal experience, is there anything you currently do to minimize the amount of emissions you are responsible for in your daily lives?
- Do you feel you have a good idea of what your own carbon footprint is, or how much you are contributing to greenhouse gas emissions?
- If the government were to introduce an online calculator that allows all Canadians to measure their own emissions and see tips for how to reduce your own carbon footprint, would you use it?
 - Do you think this strategy of educating Canadians about how they can reduce their own emissions would be an effective way to reduce Canada's overall carbon emissions? Why/why not? How so?
 - If you could look at a website that had tips for reducing your carbon footprint, what kinds of questions would you want answered?
- Thinking about possible approaches for addressing climate change issues, do you think it is generally more impactful when a large number of average Canadians change their behaviours in small ways that help the environment, or when a small number of big polluters change their behaviours in major ways that help the environment?

WESTERN ISSUES (15 minutes) ASK IN REGINA

HANDOUT:

- I want you to write down three words on a piece of paper that describe the current relationship between the Government of Canada and your province.
 - PROBE: Pick one of the words you wrote down and explain why you chose that word.
 - Overall, would you say the Government of Canada treats your province fairly or unfairly? Why?
- What could the federal government do to demonstrate that it is in touch with the concerns of people in your province?

Next, I am going to briefly discuss several topics that have recently been topics of debate that relate to Western Canada:

- Have you seen, read or heard anything recently about the TMX pipeline project?
 - To the best of your knowledge, has construction started on the pipeline?
 - Do you think it is likely that the pipeline will be built on schedule?
- Have you ever heard of the term ‘equalization payments’?
 - IF YES: Can you describe to me how equalization payments work?
 - Based on your knowledge of how equalization payments work, do you think the equalization system should be changed? IF YES: How so?
- Have you heard anything lately about China blocking certain imports of Canadian canola products?

CLARIFY AS NEEDED

China, which had previously been the largest purchaser of Canadian canola, announced the blocking of certain Canadian canola products this March. The federal government has already announced financial support for farmers affected by this action.

- Do you think the government should make concessions to China so that China will buy our canola again, retaliate against China by imposing our own sanctions on their products, or continue to financially support farmers while trying to negotiate a solution with China that doesn’t involve concessions or retaliation?
- Out of all the issues we have talked about so far that specifically affect Western Canada, which do you think should be the top priority of the Government of Canada?

FRONTIER MINE (15 minutes) ASK IN YORK, MONTREAL, MONCTON

- Have you heard, read or seen anything about the proposed Teck Frontier Mine oil sands project north of Fort McMurray?

CLARIFY AS NEEDED

The Frontier Mine, which was first proposed in 2011, would be the largest oil sands mine in history if approved by the federal government. This project could create as many as 7,500 new construction jobs in Alberta, but it would also be a major source of greenhouse gas emissions and could challenge Canada’s ability to meet international commitments to reduce carbon pollution.

- Based on this, do you think the federal government should approve the project, reject the project, or approve the project only if there are commitments made by the company to ensure the environmental impact is limited?

- If you could set conditions that you think the company should meet before proceeding with the oil sands mine, what would they be?
- If the company behind the Frontier project pledges to off-set all emissions from the mine and reach a point where the company is emitting net-zero emissions by 2050, would that change how you feel about the project?
- As an alternative to giving an absolute approval or rejection to the project, some have suggested that the federal government negotiate with the province of Alberta to try and find a compromise that would allow Alberta to get the economic boost of the new project in exchange for promising to participate in national programs that combat climate change. I'm going to show you a list of things that some people have suggested the federal government would ask for in this scenario in return for approving the Frontier Mine.

HANDOUT:

- A commitment that Alberta set an ambitious limit on the amount of emissions the province can produce that would decrease over time
- A promise that Alberta would reach net-zero carbon emissions by 2050
- A promise that Albertan oil companies reach net-zero carbon emissions by 2050
- A commitment that Alberta won't oppose the national price on carbon pollution
- A commitment that Alberta plant 1 billion trees to offset emissions from the project
- An agreement to put in place an enforcement mechanism that would penalize Alberta or any companies that fail to meet these commitments
- If a deal was negotiated between Alberta and the federal government, which contained most or all of the above elements, would you support the federal government approving the Frontier Mine in exchange?
 - Looking at this list, and thinking about what would be most important to include in this type of deal, please circle your top two choices, cross out your bottom two choices and put a star beside the one that you feel would be the most important to ask for.

CLARIFY AS NEEDED

Net-zero means Canada's total GHG emissions are balanced by actions that remove an equivalent amount of emissions from the air. Such actions could include planting new trees, carbon capture and storage, buying carbon credits, etc.

CANADA STUDENT LOANS (10 minutes) ASK IN MONCTON AND NANAIMO

- Has anyone heard of the Canada Student Loans Program? How would you describe it?

CLARIFY AS NEEDED

The Government of Canada offers student grants and loans to full-time and part-time students. Grants and loans help students pay for their post-secondary education.

HANDOUT: The Government of Canada is considering changing the name of this program. I'm going to give you a handout that has some potential names. I want you to put a #1 beside the name you like the best, a #2 beside your second choice and an 'x' beside any names that you dislike for this program.

NOTE TO MODERATOR: THE PROGRAM ITSELF IS NOT CHANGING, JUST POTENTIALLY THE NAME OF THE PROGRAM. THE EXISTING NAME IS THE FIRST ITEM ON THE LIST: CANADA STUDENT GRANTS AND LOANS.

- Canada Student Grants and Loans (Subventions et prêts canadiens d'études)
 - Canada Student Support (Soutien aux étudiants canadiens)
 - Canada Student Assistance (Aide canadienne aux études)
 - Canada Student Financial Assistance (Aide canadienne au financement des études)
-
- **HAVE EACH RESPONDENT LIST THEIR CHOICES AND EXPLAIN WHY THEY CHOSE THE ONE THEY CONSIDER TO BE THE BEST.**
 - Did any of you put an 'x' beside a name? Why?
 - What, if anything, would you add/change to any of the names? Could any of the names be improved?

CORONAVIRUS (10 minutes) ALL LOCATIONS EXCEPT MONCTON AND WHITEHORSE

- Has anybody heard about the new coronavirus?
If yes:
 - What have you heard about the new coronavirus?
 - Where are you hearing about it?
 - Are you hearing consistent messages? Contradictory messages? (If so: Are you confused? What are you confused about? What are you hearing that is confusing you?)
- In Canada, how serious do you think the new coronavirus is right now? Do you think it will get worse? Are you worried about it getting worse? What makes you say that?

- How concerned would you say you are that you or a member of your family will contract the new coronavirus?

- Have you looked for information about the new coronavirus?

If yes:

- What types of information did you look for?
- Where did you look for it?

- Are you planning to look for information about the new coronavirus?

If yes:

- What types of information would you look for?
- Where would you look for it?

- Have you changed your behaviour in any way because of the new coronavirus?

- What have you done?
- Why haven't you done anything?

- Do you feel that the Government of Canada is doing a good job at informing Canadians about the situation and at protecting Canadians?

- Do you think Canadian officials are over-reacting, being prudent and measured, or not reacting enough?
- What more could the government do to ensure Canadians are prepared and protected?

CONCLUSION (5 minutes)

GUIDE DU MODÉRATEUR – Février 2020

INTRODUCTION (10 minutes) TOUS LES LIEUX

NOUVELLES DU GC (5 minutes) TOUS LES LIEUX

- Ces derniers temps, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ?

DEMANDER, AU BESOIN : **DEMANDEZ À WHITEHORSE ET REGINA**

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des manifestations des Wet'suwet'en ?
 - Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la réaction du gouvernement du Canada ?
 - Pensez-vous que le gouvernement a réagi de façon appropriée ?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour remédier à la situation ?

DEMANDER, AU BESOIN : **DEMANDEZ À REGINA**

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du projet de mine Teck Frontier dans le nord de l'Alberta ? Est-ce qu'une décision a été prise à savoir si l'on procèdera avec celui-ci ?
 - Si l'on est au courant qu'on ne procèdera pas avec le projet : en fonction de ce que vous savez, pourquoi Teck a-t-elle décidé de retirer sa proposition ?
 - Croyez-vous que ce fût la bonne décision ?
 - Est-ce que ce dénouement a une signification pour l'avenir de l'industrie pétrolière au Canada ?

BUDGET (30 minutes) TOUS LES LIEUX, SAUF À WHITEHORSE

- Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet du prochain budget du gouvernement fédéral qui énoncera les priorités, en matière de dépenses gouvernementales, pour la prochaine année d'imposition ?
- Selon ce que vous avez vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement fédéral, à quoi vous attendez-vous dans le prochain budget fédéral ?
- Selon vous, sur quel sujet le gouvernement fédéral devrait-il se concentrer le plus lorsqu'il établira ses priorités de dépenses dans le prochain budget ?

DOCUMENT À DISTRIBUER : Voici une liste de thèmes possibles sur lesquels le gouvernement pourrait choisir de se concentrer lors de l'élaboration du nouveau budget. Je voudrais que vous mettiez un « 1 » à côté du thème que vous souhaitez le plus voir le gouvernement adopter et un « 2 » à côté de votre deuxième choix. Si vous pensez que certains thèmes ne conviennent pas pour un budget, mettez un « x » à côté de ceux-ci.

- Un budget climatique
 - Un budget pour faire croître la classe moyenne
 - Un budget pour rendre la vie plus abordable
 - Un budget soins de santé
 - Un budget bien-être
 - Un budget pour vivre selon nos moyens
 - Un budget innovation
 - Un budget pour améliorer la qualité de vie
- À côté de quel thème avez-vous mis un « 1 » ? Pourquoi ?
 - Y en avait-il à côté desquels vous avez mis un « x » ? Pourquoi ?
 - Si le gouvernement fédéral devait aller de l'avant avec un « budget climatique », quels types de dépenses et de politiques est-ce que vous vous attendriez à voir inclus dans le budget ? À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : ESSAYEZ DE CERNER CE QUE LES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS SOUHAITENT VOIR INCLUS DANS LE BUDGET (PAR EXEMPLE, PLUS DE DÉPENSES LIÉES AUX INFRASTRUCTURES).
 - Quelle serait la différence, le cas échéant, entre un « budget climatique » et un « budget environnemental » ? Lequel de ces deux types de budgets préféreriez-vous que le gouvernement du Canada privilégie ?
 - Si le gouvernement fédéral devait aller de l'avant avec un budget axé sur « l'amélioration de la qualité de vie », quels types de dépenses et de politiques est-ce que vous vous attendriez à voir inclus dans le budget ?

ENJEUX DU NORD (55 minutes) DEMANDEZ À WHITEHORSE

- Quels sont les enjeux les plus importants à l'échelle locale à Whitehorse ? **ÉNUMÉREZ LES ENJEUX SUR LE TABLEAU BLANC.**
 - **POUR CHACUN DES ENJEUX** : Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ? **SONDER POUR VÉRIFIER SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.**

- En pensant à tout ce qu’a fait le gouvernement fédéral au cours de la dernière année, qu’est-ce qui, selon vous, aura les retombées les plus positives pour Whitehorse, s’il y a lieu ?
- Est-ce que le gouvernement fédéral a fait quelque chose qui, selon vous, aura des répercussions négatives sur Whitehorse ?
- Et quelles sont les infrastructures dont on a besoin à Whitehorse ?
 - Quelles sont les plus grandes préoccupations/quels sont les plus grands défis ? Y a-t-il autre chose qui doit être fait ?
 - Avez-vous entendu parler du projet d’expansion d’*Atlin Hydro* ? Qu’avez-vous entendu dire ? Est-ce que vous appuyez l’expansion de ce projet ?
 - Est-ce que le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour soutenir l’industrie hydroélectrique au Yukon ?
- Quels sont les plus grands défis en matière de logement à Whitehorse ?
 - Est-ce que le gouvernement fédéral a fait quoi que ce soit pour améliorer la situation du logement à Whitehorse au cours des quelques dernières années ?
 - En quoi le gouvernement fédéral devrait-il en faire plus ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit quant au *Cadre stratégique pour l’Arctique et le Nord du Canada (CSAN)* ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

Le Cadre stratégique pour l’Arctique et le Nord est une nouvelle vision qu’a le gouvernement du Canada et qui permettra de s’assurer que les priorités nationales et internationales du Canada correspondent aux priorités des peuples autochtones et des habitants du Nord. Essentiellement, les partenaires fédéraux, territoriaux et autochtones participeront aux prises de décisions ayant une incidence sur les communautés du Nord, afin de permettre une plus grande concertation à cet égard.

C’est ce qu’on appelle parfois un processus décisionnel intégré.

- Dans cette optique, à quoi devrait ressembler, selon vous, un processus décisionnel plus intégré entre les dirigeants fédéraux, territoriaux et autochtones ?

Puis, je vais énumérer plusieurs questions qui touchent le gouvernement fédéral :

- Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la déduction pour les avantages relatifs aux voyages, pour les résidents du Nord, au niveau de la déclaration de revenus ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de ce que le gouvernement fédéral a fait récemment en matière de réconciliation avec les communautés autochtones ?
 - Que devrait faire d’autre le gouvernement en ce qui concerne la réconciliation au Yukon ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment au sujet des politiques d'immigration du gouvernement fédéral dans le Nord ?
 - Faut-il apporter des changements à l'approche actuelle du gouvernement ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment sur les investissements du gouvernement dans l'éducation postsecondaire ? Qu'en est-il des programmes de formation axée sur les compétences ?
 - Que pourrait faire d'autre le gouvernement afin d'améliorer les résultats scolaires au Yukon ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment quant aux intentions du gouvernement fédéral de restreindre l'accès à certains types d'armes à feu ?
 - Le gouvernement fédéral a proposé d'interdire les fusils d'assaut au Canada. Pensez-vous que les Canadiens devraient avoir accès aux fusils d'assaut ?
 - Seriez-vous favorable à un programme en vertu duquel le gouvernement fédéral rachèterait tous les fusils d'assaut actuellement détenus par les Canadiens pour les retirer de la circulation ?

ENVIRONNEMENT (45 minutes) TOUS LES LIEUX

- Dernièrement, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'environnement ?
 - Et récemment, avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit en ce qui a trait au gouvernement du Canada et de l'environnement ?
- **DOCUMENT À DISTRIBUER** : Voici une liste de choses que le gouvernement du Canada pourrait faire, ou a déjà fait, en vue de protéger l'environnement au Canada. À partir de cette liste, j'aimerais que vous encerchiez les trois éléments qui, selon vous, auraient l'impact le plus positif sur l'environnement, et que vous mettiez une étoile à côté de l'élément qui, selon vous, devrait être la priorité du gouvernement du Canada.
 - Bannir tous les plastiques à usage unique au Canada
 - Conserver et protéger 25 % des terres au Canada et 25 % des océans au Canada
 - Éduquer les Canadiennes et les Canadiens sur les mesures qu'ils peuvent prendre pour réduire leur propre empreinte carbone
 - Soutenir financièrement une transition vers des voitures et des camions plus économes en énergie
 - Financer des entreprises ayant des projets de technologies vertes innovantes
 - Mettre en œuvre un plan de protection des océans pour protéger et nettoyer les littoraux du Canada
 - Introduire un prix national sur la pollution par le carbone, aussi appelé taxe sur le carbone

- L'élimination progressive de toute utilisation du charbon pour produire de l'électricité
 - Planter 2 milliards de nouveaux arbres
 - Réglementer le secteur pétrolier et gazier pour réduire la quantité d'émissions provenant de ce secteur
 - Jouer un rôle de chef de file quant aux accords internationaux sur le changement climatique conclus avec d'autres pays.
- À côté de quel élément avez-vous mis une étoile ? Pourquoi ?
 - Y a-t-il des éléments qui figurent sur la liste que vous croyez qui seraient une mauvaise idée pour le gouvernement de les mettre en application ?
 - Outre les éléments figurant sur la liste, y a-t-il autre chose que le gouvernement devrait faire pour protéger l'environnement ?

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les cinq provinces qui ne satisfont pas actuellement à cette norme — l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick* et l'Alberta —, le système de tarification fédéral est actuellement en place. Dans le cadre du système fédéral, le taux de la taxe sur les carburants a commencé l'année dernière à 20 \$ par tonne d'émissions de dioxyde de carbone et sera de 30 \$ la tonne à partir du mois d'avril. Pour les achats d'essence, 30 \$ la tonne représente 6,6 cents le litre. Toutefois, il est prévu que la taxe sur le carbone ainsi que le remboursement augmenteront chaque année pour atteindre 50 \$ la tonne, ce qui représente environ 11 cents le litre, en 2022 avec un remboursement moyen de 500 \$.

- À ce jour, le plan du gouvernement fédéral décrit seulement que les grandes lignes de ce plan pour la période allant jusqu'à 2022, et le gouvernement fédéral devra alors soit continuer d'augmenter le prix du carbone, soit le geler à 50 \$, soit le réduire, ou encore l'éliminer complètement. Selon ce que vous savez du plan jusqu'à maintenant, que leur recommanderiez-vous de faire ?
- Si l'on met de côté ce que le gouvernement peut faire pour remédier aux questions environnementales et que l'on se concentre sur votre expérience personnelle, y a-t-il quelque chose que vous faites actuellement pour minimiser la quantité d'émissions dont vous êtes responsable dans votre vie quotidienne ?
- Avez-vous le sentiment d'avoir une bonne idée de votre propre empreinte carbone ou de votre contribution aux émissions de gaz à effet de serre ?

- Si le gouvernement lançait un calculateur en ligne qui permettrait à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens de chiffrer leurs propres émissions et de découvrir des astuces pour réduire leur propre empreinte carbone, l'utiliseriez-vous ?
 - Croyez-vous que cette stratégie visant à éduquer les Canadiennes et les Canadiens sur la façon de réduire leurs propres émissions serait un moyen efficace de réduire la quantité globale des émissions de carbone du Canada ? Pourquoi/pourquoi pas ? Comment ?
 - Si vous pouviez consulter un site web contenant des astuces pour réduire votre empreinte carbone, à quel genre de questions souhaiteriez-vous obtenir une réponse ?
- En réfléchissant aux approches possibles pour affronter les enjeux liés au changement climatique, pensez-vous généralement qu'il y ait plus d'impact lorsqu'un grand nombre de Canadiens moyens modifient leurs comportements par de petites actions qui aident l'environnement, ou lorsqu'un petit nombre de grands pollueurs modifient leurs comportements de manières importantes qui aident l'environnement ?

ENJEUX DE L'OUEST (15 minutes) DEMANDEZ À REGINA

DOCUMENT À DISTRIBUER :

- Sur une feuille de papier, je vous demanderais d'écrire trois mots qui décrivent la relation actuelle entre le gouvernement du Canada et votre province.
 - SONDER : Choisissez un des mots que vous avez écrits et veuillez m'expliquer pourquoi vous avez choisi ce mot.
 - Dans l'ensemble, diriez-vous que le gouvernement du Canada traite votre province équitablement ou injustement ? Pourquoi ?
- Que pourrait faire le gouvernement fédéral afin de démontrer sa sensibilité aux préoccupations des gens de votre province ?

Maintenant, je vais discuter brièvement de plusieurs sujets qui ont récemment fait l'objet de débats et qui concernent l'Ouest canadien :

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet du projet de pipeline TMX ?
 - Autant que vous sachiez, la construction du pipeline a-t-elle commencé ?
 - Selon vous, est-il probable que la construction du pipeline se réalise dans les délais prévus ?

- Maintenant que vous avez un peu entendu parler des deux lois, est-ce que l'une ou l'autre vous préoccupe ? Pourquoi ?
 - Que voudriez-vous savoir de plus au sujet de ces projets de loi, avant de décider s'ils sont nécessaires ou non ? Souhaitez-vous voir des changements bien précis à l'un ou l'autre de ces règlements ?
- Avez-vous déjà entendu parler du terme « paiements de péréquation » ?
 - SI OUI : Pouvez-vous me décrire comment fonctionnent les paiements de péréquation ?
 - Selon ce que vous savez du fonctionnement des paiements de péréquation, pensez-vous que le système de péréquation devrait être modifié ? SI OUI : De quelle façon ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit dernièrement au sujet du boycottage de l'industrie canadienne du canola par la Chine ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN

La Chine, qui était auparavant le plus gros acheteur de canola canadien, a annoncé qu'elle cesserait d'acheter des produits de canola canadiens dès le mois de mars. Le gouvernement fédéral a déjà annoncé une aide financière aux agriculteurs touchés par le boycottage.

- Pensez-vous que le gouvernement devrait accorder des concessions à la Chine pour que celle-ci achète de nouveau notre canola, qu'il réplique en imposant ses propres sanctions sur leurs produits, ou bien qu'il continue à soutenir financièrement les agriculteurs tout en essayant de négocier une solution avec la Chine qui ne comporterait ni concessions ni représailles ?
- De tous les enjeux dont nous avons discuté jusqu'à maintenant et qui touchent particulièrement l'Ouest canadien, selon vous, lequel devrait être la priorité absolue du gouvernement du Canada ?

MINE FRONTIER (15 minutes) DEMANDEZ À YORK, MONTRÉAL ET MONCTON

- Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet du projet de sables bitumineux de la Mine Frontier proposé au nord de Fort McMurray ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN

La mine Frontier, qui fut proposée pour la première fois en 2011, serait la plus grande mine de sables bitumineux de l'histoire si le gouvernement fédéral l'approuvait. Ce projet pourrait créer jusqu'à 7 500 nouveaux emplois dans le secteur de la construction en Alberta, mais il constituerait également une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et pourrait poser un défi à la capacité du Canada de respecter ses engagements internationaux en matière de réduction de la pollution par le carbone.

- En fonction de cela, pensez-vous que le gouvernement fédéral devrait approuver le projet, le rejeter ou l'approuver seulement si l'entreprise s'engage à limiter l'impact environnemental ?
 - Si vous pouviez établir des conditions que vous estimez que l'entreprise devrait respecter avant de poursuivre l'exploitation de la mine de sables bitumineux, quelles seraient-elles ?
- Si la société derrière le projet Frontier s'engage à compenser les émissions totales de la mine et à atteindre un niveau de zéro émission nette d'ici 2050, est-ce que cela changerait ce que vous pensez du projet ?
- Plutôt que de donner une approbation ou un refus catégorique au projet, il y en a qui suggèrent que le gouvernement fédéral négocie avec la province de l'Alberta afin de trouver un compromis qui permettrait à l'Alberta de bénéficier de l'élan économique du nouveau projet, en échange de sa promesse de participer aux programmes nationaux de lutte contre les changements climatiques. Je vais vous lire une liste de choses que certaines personnes ont suggéré que le gouvernement fédéral réclamerait dans ce scénario, en échange de son approbation pour la Frontier Mine :

DOCUMENT À DISTRIBUER :

- Un engagement de la part de l'Alberta à fixer une limite ambitieuse sur la quantité d'émissions que la province peut produire et qui diminuerait avec le temps
 - Une promesse que l'Alberta atteindra un taux de zéro émission nette de carbone d'ici 2050
 - Une promesse que les compagnies pétrolières albertaines atteindront un taux de zéro émission nette de carbone d'ici 2050
 - Un engagement que l'Alberta ne s'opposera pas au prix national sur la pollution par le carbone
 - Un engagement de l'Alberta à planter un milliard d'arbres pour compenser les émissions du projet
 - Un accord pour mettre en place un mécanisme de mise en application qui pénaliserait sévèrement l'Alberta ou toute entreprise qui ne respecterait pas ces engagements
- Si un accord était négocié entre l'Alberta et le gouvernement fédéral et qu'il contenait la plupart ou la totalité des éléments ci-dessus, seriez-vous favorable à ce qu'en échange le gouvernement fédéral donne son approbation à la Frontier Mine ?
 - En regardant cette liste et en réfléchissant à ce qui serait le plus important à inclure dans ce genre d'accord, veuillez encercler vos deux premiers choix, rayer vos deux

derniers choix et mettre une étoile à côté de celui que vous estimez être le plus important à exiger.

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN

Le terme « zéro émission nette » signifie que les émissions totales de GES du Canada seront compensées par des mesures qui retireront une quantité équivalente d'émissions dans l'air. Ces mesures pourraient comprendre, planter de nouveaux arbres, capter et stocker le carbone, l'achat de crédits de carbone, etc.

PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS (10 minutes) DEMANDEZ À MONCTON ET À NANAIMO

- Y a-t-il quelqu'un qui a entendu parler du Programme canadien de prêts aux étudiants ? Comment le décririez-vous ?

ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN

Le gouvernement du Canada offre des bourses et des prêts aux étudiantes et aux étudiants à temps plein et à temps partiel. Les bourses et les prêts aident les étudiantes et les étudiants à payer leurs études postsecondaires.

DOCUMENT À DISTRIBUER :

Le gouvernement du Canada envisage de changer le nom de ce programme. Je vais vous remettre un document qui contient quelques noms potentiels. Je veux que vous mettiez un « 1 » à côté du nom que vous préférez, un « 2 » à côté de votre deuxième choix et un « x » à côté de tous les noms que vous n'aimez pas pour ce programme.

- Bourses et prêts d'études du Canada
- Soutien aux étudiants canadiens
- Aide canadienne aux études
- Aide canadienne au financement des études

DEMANDER À CHAQUE RÉPONDANTE OU RÉPONDANT D'ÉNUMÉRER SES CHOIX ET D'EXPLIQUER LA RAISON POUR LEUR CHOIX DE CELUI QUI, SELON EUX, EST LE MEILLEUR

- Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui avez mis un « x » à côté d'un nom ? Pourquoi ?
- Qu'ajouteriez-vous ou changeriez-vous, le cas échéant, à l'un de ces noms ? Pourrait-on améliorer certains des noms ?

CORONAVIRUS (10 minutes) TOUS LES LIEUX, SAUF MONCTON ET WHITEHORSE

- Quelqu'un a-t-il entendu parler du nouveau coronavirus ?
Si oui :
 - Qu'avez-vous entendu sur le nouveau coronavirus ?
 - Où en avez-vous entendu parler ?
 - Entendez-vous des messages cohérents ? Des messages contradictoires ? (Si oui : Êtes-vous confus ? Pourquoi êtes-vous confus ? Qu'entendez-vous qui vous rend confus ?)

- Au Canada, dans quelle mesure croyez-vous que le nouveau coronavirus est un enjeu sérieux à l'heure actuelle ? Pensez-vous que ça va s'aggraver ? Êtes-vous inquiet que cela s'aggrave ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- Dans quelle mesure diriez-vous que vous êtes inquiète ou inquiet que vous, ou un membre de votre famille contractiez le nouveau coronavirus ?

- Avez-vous cherché des informations sur le nouveau coronavirus ?
Si oui :
 - Quels types d'informations recherchez-vous ?
 - Où les avez-vous trouvés ?

- Avez-vous l'intention de chercher des informations sur le nouveau coronavirus ?
Si oui :
 - Quels types d'informations recherchiez-vous ?
 - Où les recherchiez-vous ?

- Avez-vous modifié votre comportement de quelque manière que ce soit en raison du nouveau coronavirus ?
 - Qu'avez-vous fait ?
 - Pourquoi n'avez-vous rien fait ?

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour informer les Canadiens sur la situation et pour protéger la population canadienne ?
 - Pensez-vous que les responsables canadiens réagissent de manière excessive, qu'ils sont prudents et mesurés, qu'ils ne réagissent pas assez ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement pourrait faire de plus pour s'assurer que les Canadiennes et les Canadiens sont bien informés et protégés ?

CONCLUSION (5 minutes)